



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Commission de haute surveillance de
la prévoyance professionnelle CHS PP

Situation financière des institutions de prévoyance 2016



Impressum

Editeur Commission de haute surveillance de la prévoyance
professionnelle CHS PP
Case postale
3001 Berne
www.oak-bv.admin.ch

Mise en page BBF AG, Bâle

Photos titre: Fotolia

Date de parution 9 mai 2017

Table des matières

1	Résumé et perspectives	5
1.1	Contexte	5
1.2	Appréciation de la situation	5
1.3	Analyse des différentes composantes du risque	7
1.4	Approfondissement : institutions collectives et communes	8
1.5	Perspectives	8
2	Enquête sur la situation financière 2016	9
2.1	Réalisation de l'enquête	9
2.2	Données de base et chiffres clés	10
3	Approfondissement: les institutions de prévoyance collectives ou communes	14
3.1	Contexte	14
3.2	Caractéristiques des institutions de prévoyance collectives ou communes	15
3.3	Risques communs aux institutions de prévoyance collectives ou communes	15
3.4	Risques spécifiques des institutions de prévoyance collectives	17
3.5	Résultats de l'enquête	17
3.6	Évaluation	20
4	Bases techniques et taux de couverture	22
4.1	Bases biométriques	22
4.2	Taux d'intérêt technique et taux de couverture	22
4.3	Appréciation	24
5	Promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite	26
5.1	Primauté des prestations et primauté des cotisations	26
5.2	Conversion du capital en rente de vieillesse	26
5.3	Appréciation	27
6	Structure et capacité d'assainissement	28
6.1	Effets des cotisations d'assainissement	28
6.2	Effets d'une baisse de la rémunération des avoirs de vieillesse	28
6.3	Appréciation	30

7	Stratégie de placement	32
7.1	Répartition des placements	32
7.2	La volatilité comme mesure du risque de placement	35
7.3	Réserves de fluctuation de valeur	36
7.4	Appréciation	36
8	Risque global et ses composantes	37
8.1	Composantes du risque	37
8.2	Risque global	38
8.3	Appréciation	40
9	Mesures d'assainissement	41
9.1	Contexte	41
9.2	Mesures prises en cas de découvert	41
9.3	Appréciation	41
10	Institutions de prévoyance avec garantie étatique	42
10.1	Contexte	42
10.2	Bases techniques et taux de couverture	42
10.3	Promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite	44
10.4	Structure et capacité d'assainissement	44
10.5	Stratégie de placement	44
10.6	Risque global et ses composantes	44
11	Annexe	46
11.1	Caractéristiques des institutions de prévoyance	46
11.2	Calcul des niveaux de risque	48
11.3	Définitions	49
11.4	Liste des abréviations	54

1 Résumé et perspectives

1.1 Contexte

La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) a mené son enquête sur la situation financière des institutions de prévoyance, fin 2016, pour la cinquième année consécutive. Effectué tôt dans l'année et pour toute la Suisse, ce recensement uniformisé, axé sur les risques, permet de dresser une vue d'ensemble de la situation financière du système de la prévoyance professionnelle. Le présent rapport rend compte de la situation financière des institutions de prévoyance au 31 décembre 2016. Il porte une appréciation générale sur la situation actuelle, mais analyse aussi en détail différentes composantes du risque pour le système, à savoir le risque lié au taux de couverture (calculé sur des bases uniformes), le risque lié aux promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite, le risque lié à la structure des institutions de prévoyance et à leur capacité d'assainissement, ainsi que la stratégie de placement. Les analyses se fondent sur le même modèle de risque que l'année précédente.

À la mi-avril 2017, 1725 institutions de prévoyance sur 1865, soit 92,5 % (1793 sur 1936, soit 92,6 % l'année précédente), avaient répondu au questionnaire. Les analyses portent sur 1682 institutions (1743 l'année précédente), représentant une somme de bilan cumulée de 914 milliards de francs (864 milliards l'année précédente). Le nombre d'institutions de prévoyance a encore diminué durant l'exercice sous revue et la concentration s'est donc poursuivie dans le 2^e pilier.

Le nombre d'institutions de prévoyance de droit public avec garantie étatique a également diminué ces dernières années pour se stabiliser à un niveau relativement bas. Dans les rapports précédents, ces institutions faisaient l'objet de graphiques séparés aux chap. 4 à 8. D'un point de vue statistique, ces institutions, aujourd'hui au nombre de 39, ont atteint un niveau suffisant pour être traitées séparément dans le présent rapport, au chap. 10, avec un choix de graphiques. Cela permet de continuer de conférer au thème des institutions de prévoyance avec garantie étatique l'attention requise, tout en réduisant sensiblement la taille du rapport. Par conséquent, les chap. 4 à 8 sont désormais consacrés exclusivement à l'analyse de la situation des institutions de prévoyance – de droit privé et de droit public – sans garantie étatique.

Afin de renforcer la compréhension générale du système, le rapport contient chaque année un chapitre approfondissant un aspect du 2^e pilier. Cette année, il est consacré aux institutions collectives et communes.

1.2 Appréciation de la situation

Les institutions de prévoyance suisses ont été exposées en 2016 à des risques comparables à ceux de 2015. Le principal sujet de préoccupation était encore le bas niveau des taux d'intérêt et ses conséquences. Les paragraphes qui suivent, résument les principaux événements de l'exercice et l'évolution des taux d'intérêt.

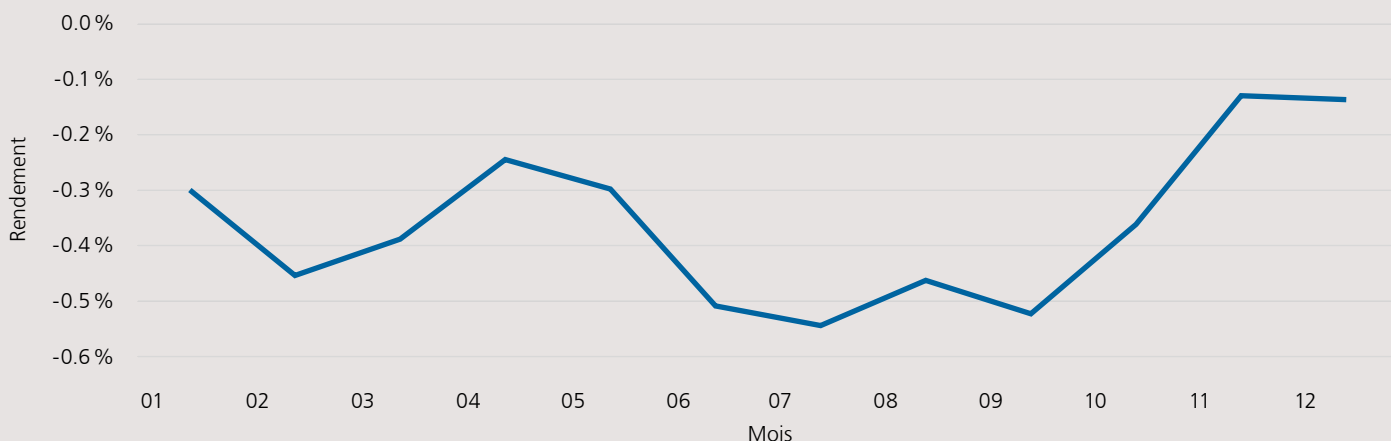
Conditions du marché en 2016

L'année boursière 2016 a été marquée par plusieurs événements de portée mondiale, et notamment la dévaluation de la monnaie chinoise en début d'année, le vote sur le Brexit en juin et l'élection présidentielle américaine en novembre. Le Swiss Performance Index (SPI) a perdu 1,4 % au cours de l'exercice. En revanche, la plupart des bourses étrangères ont conclu l'exercice, en monnaie locale, sur une note nettement positive.

Vers la fin de l'année, les rendements et les perspectives d'inflation ont sensiblement progressé. Le renchérissement annuel ayant été en Suisse de 0 %, la rémunération créditée des capitaux d'épargne correspond en 2016, en valeur nominale, à la rémunération réelle, c'est-à-dire après adaptation au renchérissement. L'avoir de vieillesse obligatoire défini à l'art. 15 LPP devait être rémunéré, en 2016, à un taux d'au moins 1,25 %.

Le rendement annuel des obligations à dix ans de la Confédération, en francs suisses, a légèrement progressé en 2016, passant de -0,30 % en début d'année à -0,14 % en fin d'exercice. Mais il est resté négatif tout au long de l'année (voir fig. 1). Durant le même laps de temps, en Allemagne, le rendement des obligations d'État est passé de 0,5 % à 0,3 %, tandis qu'aux États-Unis, le rendement des bons du Trésor à dix ans a progressé, passant de 2,1 % à 2,5 %.

Fig. 1 : Rendement des obligations à dix ans de la Confédération en 2016



Résultats des institutions de prévoyance

Fin 2016, 88 % des institutions de prévoyance de droit privé et de droit public sans garantie étatique (contre 87 % à fin 2015) affichaient un taux de couverture d'au moins 100 %. Cette proportion n'était plus que de 4 % (contre 14 % en 2015) pour les institutions de prévoyance de droit public avec garantie étatique. La forte variation observée pour ces dernières est due à une réduction des taux d'intérêt technique.

Le rendement net moyen¹ de la fortune de toutes les institutions de prévoyance s'est élevé à 3,7 % en 2016 (contre 0,8 % en 2015). Bien que, dans la plupart des institutions, ce rendement soit probablement supérieur tant au taux de rémunération pour l'exercice qu'au taux d'intérêt technique, les taux de couverture affichés individuellement sont restés, en moyenne, au même niveau, à savoir à 103,0 %. Pour la première fois, les liquidités des institutions de prévoyance ont été confrontées à des taux négatifs sur toute l'année.

Vu le bas niveau des taux du marché et la baisse des perspectives de rendement qui en résulte, les institutions de prévoyance sont obligées de se montrer plus prudentes dans l'évaluation de leurs engagements. Afin que le taux

de couverture actuel tienne compte des coûts futurs dus à l'augmentation de l'espérance de vie et pour abaisser ainsi les rendements prévus, de plus en plus d'institutions recourent à des tables de génération plutôt qu'à des tables périodiques. En 2016, comme l'année précédente, de nombreuses institutions de prévoyance ont abaissé leur taux d'intérêt technique et plus encore leurs promesses d'intérêts (et notamment les taux de conversion appliqués par les caisses en primauté des cotisations). Malgré tout, les promesses d'intérêts, de 3,0 % en moyenne, restent supérieures à la moyenne des taux d'intérêt technique appliqués (2,5 %). Cela dit, comme le niveau général des taux d'intérêt reste négatif, on voit bien que, malgré les gros efforts d'adaptation déjà consentis, d'autres devront suivre.

Les institutions de prévoyance dont la part enveloppante ne dépasse pas de beaucoup le niveau du régime obligatoire LPP arrivent à leurs limites en ce qui concerne l'abaissement des taux de conversion, du fait que le taux de conversion minimal légal est encore de 6,8 %. Un abaissement de ce dernier, tel que le prévoit la réforme Prévoyance vieillesse 2020, revêt pour ces institutions une extrême importance, car il leur donnerait la possibilité d'adapter leurs taux de conversion à la réalité économique. Cette réforme prévoit également la possibilité de financer par des cotisations ad hoc les taux de conversion trop élevés, ce qui permettrait au moins d'améliorer la transparence du financement.

¹ Les parts et les moyennes publiées dans le présent rapport sont pondérées en fonction des capitaux de prévoyance.

1.3 Analyse des différentes composantes du risque

Pour apprécier la situation financière des institutions de prévoyance, la CHS PP analyse quatre composantes du risque : le taux de couverture, les promesses d'intérêts, la capacité d'assainissement et la stratégie de placement.

Taux de couverture

Le taux de couverture actuel constitue le principal indicateur de risque, c'est pourquoi il compte double pour l'appréciation du risque global. Afin de mieux comparer les taux de couverture, la CHS PP a estimé les risques à l'aide de bases uniformes². La situation en matière de couverture s'est très légèrement améliorée en 2016, les rendements des placements ayant été meilleurs qu'en 2015. Mais l'amélioration reste faible car, dans le même temps, les taux d'intérêt technique ont encore baissé, ce qui implique une évaluation plus prudente des engagements. 24 % des institutions de prévoyance sans garantie étatique (27 % l'année précédente) présentent un niveau de risque plutôt élevé ou élevé. Les institutions de prévoyance avec garantie étatique présentent pour leur part des risques nettement plus élevés.

Promesses d'intérêts

Les garanties d'intérêts pour les rentes de vieillesse ont été abaissées en 2016. Elles restent cependant relativement élevées, notamment en raison des dispositions légales (taux de conversion minimal LPP). Les promesses d'intérêts qui fondent les prestations de vieillesse sont dans la plupart des cas nettement plus élevées que les taux d'intérêt technique utilisés par les institutions de prévoyance pour déterminer le taux de couverture. La loi n'a pas prévu cette différence, laquelle ne peut non plus être financée par les cotisations paritaires. Les promesses d'intérêts en moyenne trop élevées restent la composante du risque dont la valeur est la plus élevée.

Capacité d'assainissement

Lorsqu'une institution de prévoyance doit être assainie au moyen d'une augmentation des cotisations ou d'une baisse des prestations futures (en particulier, baisse de la rémunération des avoirs de vieillesse), les conséquences sont lourdes pour les employeurs et les salariés. Le facteur de risque proprement dit est la part des rentes dans l'ensemble des engagements, puisque les rentes en cours doivent aussi être financées. Plus cette part est grande, plus l'effet des mesures d'assainissement sera faible. Globalement, la structure des

institutions de prévoyance suisses est restée quasi inchangée par rapport à l'année précédente ; leur capacité d'assainissement n'a donc, en moyenne, pas non plus évolué. En raison des engagements liés aux rentes, la capacité d'assainissement échappe en grande partie à l'influence des institutions de prévoyance. Cela dit, les disparités entre institutions sont très importantes à cet égard.

Stratégie de placement

Les institutions de prévoyance restent soumises à une très forte pression en ce qui concerne les rendements à atteindre. Cela tient à leurs engagements qui se fondent souvent sur des garanties d'intérêts ne correspondant pas au niveau des intérêts perçus, qui sont extrêmement bas. En 2016, les institutions de prévoyance ont légèrement augmenté la part stratégique des placements risqués. Tant que les promesses d'intérêts ne seront pas suffisamment revues à la baisse, la pression des objectifs de rendement ne diminuera pas. 41 % des institutions de prévoyance sans garantie étatique présentent un niveau de risque plutôt élevé ou élevé (33 % l'année précédente).

² Les bases uniformes sont les tables de génération LPP 2015 et un taux d'intérêt technique de 2,4 % (moyenne des taux d'intérêt technique des institutions de prévoyance sans garantie étatique).

1.4 Approfondissement: institutions collectives et communes

Dans le cadre du processus de concentration, la taille des institutions de prévoyance collectives et communes ainsi que leur importance dans le système de la prévoyance professionnelle augmentent fortement. Fin 2016, 2,4 millions d'assurés actifs (sur un total de 4,1 millions) étaient affiliés à une institution collective ou commune.

Les institutions collectives et communes sont pour l'essentiel confrontées aux mêmes défis économiques et démographiques que toutes les autres institutions de prévoyance. Mais, contrairement aux institutions de prévoyance d'entreprise, elles sont en concurrence directe les unes avec les autres et n'ont que quelques dispositions légales plus strictes à respecter.

À bien des égards, les résultats de notre enquête ne diffèrent pas sensiblement entre les institutions collectives, les institutions communes et les institutions de prévoyance d'entreprise. De nettes différences entre les deux types apparaissent toutefois en ce qui concerne le niveau des taux de conversion, la valeur cible des réserves de fluctuation de valeur ainsi que la part de l'avoir LPP dans les avoirs de vieillesse. Les institutions collectives et communes sont en général plus proches du régime obligatoire LPP que les institutions de prévoyance d'entreprise et sont davantage intéressées par une distribution rapide du produit des placements, du fait que le taux de fluctuation de leurs affiliations est plus important. L'analyse des risques révèle qu'elles doivent en moyenne faire face à des risques légèrement plus élevés.

En raison du large éventail des structures possibles et des risques spécifiques auxquels les institutions collectives et communes sont exposées, une attention accrue doit être portée, dans la surveillance de ces institutions, à la gouvernance, à la transparence, à la gestion des risques et à la stabilité financière. La CHS PP prévoit donc d'introduire, en plus des indicateurs de risque annuels applicables à toutes les institutions de prévoyance, des exigences supplémentaires spécifiques en matière d'information que devront observer les institutions collectives et communes.

1.5 Perspectives

Du côté des engagements, d'importantes adaptations ont été faites ces dernières années, surtout en ce qui concerne le taux d'intérêt technique. Mais si les taux d'intérêt stagnent au niveau actuel, beaucoup d'institutions devront en faire davantage encore. Dans cette perspective, les taux de conversion n'ont pas été abaissés autant qu'il aurait fallu. La mise en œuvre de la réforme Prévoyance vieillesse 2020, en faisant passer le taux de conversion minimal du régime obligatoire LPP de 6,8 % à 6,0 %, créerait le cadre légal qui permettrait aux institutions de prévoyance, surtout celles qui appliquent le régime obligatoire ou qui en sont proches, d'abaisser leur taux de conversion.

D'une part, les placements à faible risque comme les obligations de la Confédération ne pourront pratiquement plus contribuer au rendement des placements ces prochaines années et risquent même d'engendrer des pertes en raison des taux d'intérêt négatifs. D'autre part, les institutions de prévoyance ont pu profiter de quelques bonnes années sur le front des placements depuis la fin de la crise financière. Néanmoins, leurs réserves de fluctuation de valeur n'atteignent en moyenne que 39 %, du fait qu'une part considérable du produit des placements a été absorbée, ces dernières années, par l'évaluation plus prudente des engagements qui s'imposait. À moyen terme, les institutions de prévoyance devront se baser sur des perspectives de rendement moins élevées et s'attendre à ce que leurs positions en actions et en obligations subissent des reculs. Les organes paritaires devront apprécier de manière réaliste les opportunités et les risques financiers de leur institution de prévoyance et prendre les décisions appropriées.

2 Enquête sur la situation financière 2016

2.1 Réalisation de l'enquête

Réalisée sur des bases identiques dans toute la Suisse, l'enquête donne une vue d'ensemble de la situation financière du régime du 2^e pilier. Contrairement à la statistique des caisses de pensions de l'Office fédéral de la statistique, elle inclut une évaluation et une appréciation des risques systémiques. La CHS PP a souhaité accélérer le processus de collecte de données tout en sachant qu'au moment de l'enquête, les institutions de prévoyance ne disposeraient en général que de chiffres provisoires pour l'année écoulée.

Le présent rapport rend compte des principaux résultats de l'enquête. Il s'appuie sur les indications fournies par les institutions de prévoyance pour définir et évaluer les risques financiers et actuariels majeurs auxquels elles sont exposées.

La CHS PP est consciente que les données à disposition ne sauraient évaluer en totalité les risques spécifiques de chaque institution de prévoyance. Il appartient à l'organe suprême de chaque institution d'apprécier les risques propres, en se fondant sur les recommandations de l'expert en matière de prévoyance professionnelle.

L'enquête doit permettre l'évaluation objective des risques systémiques des institutions de prévoyance suisses. Les données et les analyses détaillées sont mises à la disposition de l'autorité de surveillance de la région ou du canton concerné. Les résultats agrégés de l'étude sont disponibles sur <http://www.oak-bv.admin.ch/fr/themes/recensement-situation-financiere>.

Le tableau ci-après renseigne sur le taux de retour des questionnaires à la mi-avril.

Fig. 2 Taux de retour des questionnaires

	2016		2015		2014	
	Nombre	Part ¹⁾	Nombre	Part ¹⁾	Nombre	Part ¹⁾
Questionnaires envoyés	1 865	100,0 %	1 936	100,0 %	2 045	100,0 %
Questionnaires retournés	1 725	92,5 %	1 793	92,6 %	1 899	92,9 %
dont d'institutions en liquidation	34	1,8 %	44	2,3 %	43	2,1 %
dont d'institutions non soumises à la loi sur le libre passage	9	0,5 %	6	0,3 %	11	0,5 %
Questionnaires exploités pour le présent rapport	1 682	90,2 %	1 743	90,0 %	1 845	90,2 %

1) Part en pour-cent des questionnaires envoyés

Le nombre total de questionnaires envoyés a diminué, car le nombre d'institutions liquidées a dépassé celui des institutions nouvellement créées. Le taux de réponse est, quant à lui, resté stable par rapport à l'année précédente. Ce sont plutôt des petites institutions de prévoyance qui n'ont pas retourné le

questionnaire. Hormis l'enquête exhaustive sur laquelle s'appuie la Statistique des caisses de pensions, l'enquête de la CHS PP est de loin la plus complète et permet de tirer des conclusions fiables concernant la situation financière des institutions de prévoyance suisses.

2.2 Données de base et chiffres clés

Les données de base et les chiffres clés des institutions de prévoyance suisses sont les suivants :

Fig. 3: Données de base des institutions de prévoyance sans garantie étatique²⁾

	2016	2015	2014
Nombre d'institutions de prévoyance	1 643	1 705	1 802
Nombre d'assurés actifs	3 728 054	3 729 812	3 664 657
Nombre de rentiers	738 727	734 767	714 906
Masse salariale de base	279 012	275 408	269 623
Masse salariale assurée	207 250	201 582	197 333
Somme des rentes	20 158	20 192	19 295
Somme du bilan	810 748	767 154	716 500
Réserves de cotisations d'employeur sans déclaration de renonciation	6 522	6 944	7 036
Réserves de cotisations d'employeur avec déclaration de renonciation	2 225	2 154	2 127
Avoirs de vieillesse LPP	192 802	186 634	185 051
Capital de prévoyance des assurés actifs	435 484	419 764	404 236
Capital de prévoyance des rentiers	269 995	256 968	242 963
Provisions techniques	27 309	27 251	31 531
Cotisations réglementaires	38 998	38 277	37 180
Autres contributions	1 343	2 449	1 945

2) Les montants sont exprimés en millions de francs.

Fig. 4: Chiffres clés des institutions de prévoyance sans garantie étatique³⁾

	2016	2015	2014
Ø Rémunération des avoirs de vieillesse (primauté des cotisations)	1,54 %	1,95 %	2,26 %
Ø Taux d'intérêt technique	2,43 %	2,66 %	2,91 %
Tables de génération (part)	35,8 %	29,5 %	21,3 %
Ø Taux de couverture calculé sur des bases individuelles	107,1 %	106,8 %	109,5 %
Ø Taux de couverture calculé sur des bases uniformes	106,2 %	105,1 %	108,5 %
Situations de découvert (part)	11,8 %	12,5 %	10,6 %
Primauté des prestations (part)	5,5 %	5,6 %	6,0 %
Ø Taux de conversion prévu (dans cinq ans, à l'âge de 65 ans, primauté des cotisations)	5,63 %	5,83 %	6,05 %
Ø Promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite (dans cinq ans)	2,97 %	3,25 %	3,43 %
Institutions de prévoyance enregistrées (part)	97,7 %	97,5 %	97,7 %
Avoirs de vieillesse LPP dans le capital de prévoyance des assurés actifs (part)	44,3 %	44,5 %	45,8 %
Engagements liés aux rentes (part)	38,3 %	38,0 %	37,5 %
Ø Impact de la perception de cotisations d'assainissement	0,4 %	0,4 %	0,4 %
Ø Impact d'une baisse de la rémunération des avoirs de vieillesse	0,6 %	0,6 %	0,6 %
Valeurs réelles dans les placements (part)	57,6 %	56,4 %	54,3 %
Ø Rendement net des placements	3,6 %	0,7 %	6,2 %
Ø Exposition au risque de change	16,6 %	17,0 %	16,6 %
Ø Volatilité estimée	6,2 %	6,0 %	5,7 %
Ø Objectif des réserves de fluctuation de valeur	18,0 %	18,4 %	17,5 %

3) Les parts et les moyennes sont pondérées en fonction du capital de prévoyance.

Fig. 5: Données de base des institutions de prévoyance avec garantie étatique²⁾

	2016	2015	2014
Nombre d'institutions de prévoyance	39	38	43
Nombre d'assurés actifs	322 040	308 343	339 380
Nombre de rentiers	150 098	143 834	153 912
Masse salariale de base	25 004	24 044	25 450
Masse salariale assurée	20 237	19 500	20 614
Somme des rentes	4 975	4 727	5 079
Somme du bilan	103 190	97 248	105 594
Réserves de cotisations d'employeur sans déclaration de renonciation	106	67	72
Réserves de cotisations d'employeur avec déclaration de renonciation	11	10	9
Avoirs de vieillesse LPP	22 183	21 072	22 007
Capital de prévoyance des assurés actifs	55 963	53 153	56 061
Capital de prévoyance des rentiers	64 269	60 955	63 517
Provisions techniques	7 046	5 139	5 723
Cotisations réglementaires	5 238	4 833	5 107
Autres contributions	187	461	1 471

2) Les montants sont exprimés en millions de francs.

Fig. 6 : Chiffres clés des institutions de prévoyance avec garantie étatique³⁾

	2016	2015	2014
Ø Rémunération des avoirs de vieillesse (primauté des cotisations)	1,91 %	1,74 %	2,46 %
Ø Taux d'intérêt technique	2,84 %	3,11 %	3,24 %
Tables de génération (part)	18,2 %	20,6 %	7,9 %
Ø Taux de couverture calculé sur des bases individuelles	79,7 %	80,4 %	82,8 %
Ø Taux de couverture calculé sur des bases uniformes	74,9 %	76,1 %	77,8 %
Situations de découvert (part)	95,8 %	86,1 %	73,4 %
Primauté des prestations (part)	47,3 %	57,4 %	75,5 %
Ø Taux de conversion prévu (dans cinq ans, à l'âge de 65 ans, primauté des cotisations)	5,88 %	6,12 %	6,27 %
Ø Promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite (dans cinq ans)	3,34 %	3,69 %	3,74 %
Institutions de prévoyance enregistrées (part)	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Avoirs de vieillesse LPP dans le capital de prévoyance des assurés actifs (part)	39,6 %	39,6 %	39,3 %
Engagements liés aux rentes (part)	53,5 %	53,4 %	53,1 %
Ø Impact de la perception de cotisations d'assainissement	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Ø Impact d'une baisse de la rémunération des avoirs de vieillesse	0,4 %	0,4 %	0,4 %
Valeurs réelles dans les placements (part)	61,7 %	60,4 %	58,6 %
Ø Rendement net des placements	3,9 %	1,5 %	7,6 %
Ø Exposition au risque de change	17,7 %	16,4 %	17,5 %
Ø Volatilité estimée	6,1 %	6,1 %	5,8 %
Ø Objectif des réserves de fluctuation de valeur	15,0 %	14,8 %	15,0 %

3) Les parts et les moyennes sont pondérées en fonction du capital de prévoyance.

3 Approfondissement: les institutions de prévoyance collectives ou communes

3.1 Contexte

Les institutions de prévoyance collectives ou communes sont des fondations, des sociétés coopératives ou des institutions de droit public auxquelles sont affiliés plusieurs employeurs³ sans lien économique ou financier étroit entre eux⁴.

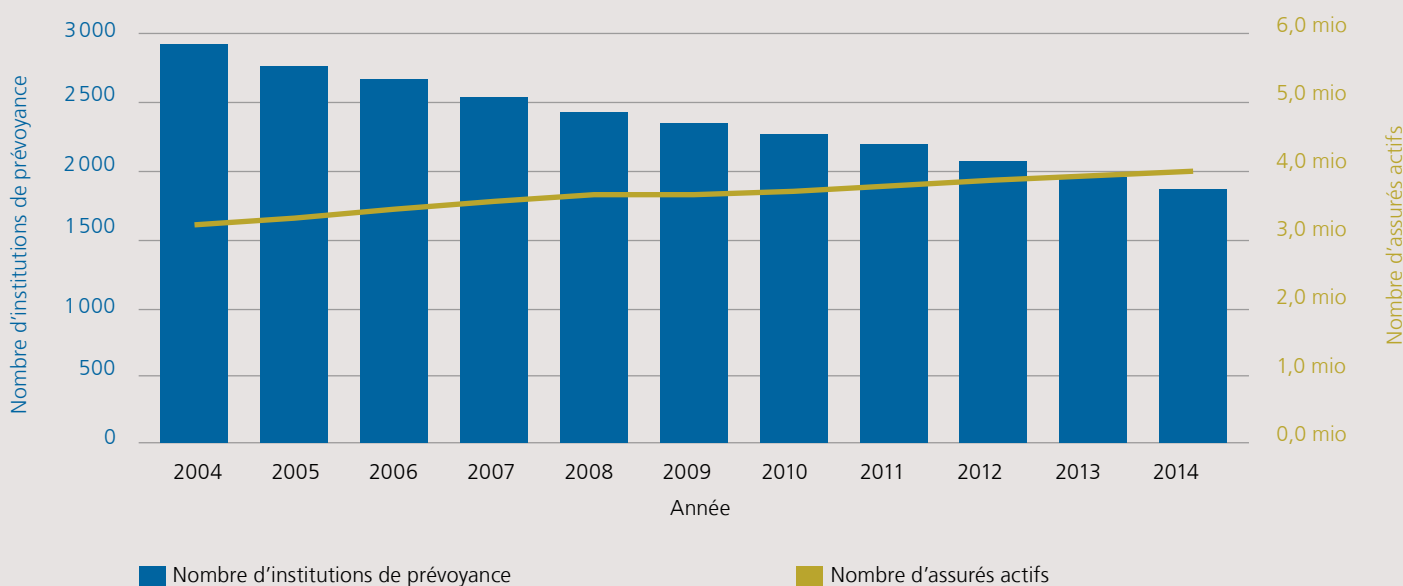
Depuis l'introduction de l'assurance obligatoire LPP en 1985, les institutions de prévoyance collectives ou communes n'ont cessé de gagner en importance dans la prévoyance professionnelle, que l'on mesure la croissance en part du capital géré ou en nombre d'assurés. En outre, de nouvelles institutions ont été créées. A la fin de l'année 2016, 2,4 millions de l'ensemble des 4,1 millions d'assurés actifs étaient affiliés à des institutions de prévoyance collectives ou communes.

Avec l'augmentation de la population active soumise à l'obligation de s'assurer, d'une part, et la baisse du nombre d'institutions

de prévoyance depuis plus d'une décennie, d'autre part, de plus en plus d'employeurs affilient leurs employés à une institution collective ou commune. Ce processus de concentration dans le 2^e pilier se manifeste également par la liquidation de nombreuses petites institutions de prévoyance d'entreprise. Les charges et les coûts liés à ces institutions sont disproportionnés par rapport à l'utilité que représente le fait de disposer de sa propre institution de prévoyance. Les institutions de prévoyance collectives ou communes permettent de réaliser des économies d'échelle, notamment sur le plan de l'administration, de la gestion actuarielle, de la comptabilité et, le cas échéant, dans les domaines des placements et de la réassurance.

Pour la CHS PP, l'importance croissante des institutions de prévoyance collectives ou communes justifie d'y consacrer une analyse approfondie. Les structures de ces institutions présentent une forte diversité et, souvent, une grande complexité, ce qui demande une surveillance individuelle plus chronophage.

Fig. 7 : Processus de concentration dans le 2^e pilier



3 Les institutions de prévoyance auxquelles plusieurs employeurs sont affiliés mais qui ne correspondent pas à cette description sont ce que l'on appelle des institutions de groupes.

4 Cette définition se fonde sur l'art. 56 LPP, dans laquelle l'affiliation à une même institution de prévoyance de plusieurs employeurs sans lien économique ou financier étroit entre eux est utilisée comme critère pour étendre à ces employeurs la garantie offerte par le Fonds de garantie, de sorte qu'ils ne sont pas mutuellement responsables de leurs cotisations.

Source : Office fédéral de la statistique

3.2 Caractéristiques des institutions de prévoyance collectives ou communes

Bien que les institutions de prévoyance collectives ou communes soient explicitement mentionnées dans différents articles de loi (art. 51, al. 3, et 65, al. 4, LPP), il n'existe pas de définition juridique claire de ces deux termes. La pratique a certes développé certains critères pour différencier les deux types d'institutions, mais il n'existe pas de désignation unifiée qui serait utilisée par les institutions, elles-mêmes.

Au niveau de l'ordonnance, il existe peu d'exigences spécifiques aux institutions de prévoyance collectives ou communes: ces institutions ne peuvent pas accorder des améliorations de prestations si leurs réserves de fluctuation de valeur n'atteignent pas au moins 75 % de la valeur cible du moment (art. 46 OPP 2)⁵. Elles doivent en outre, lors de leur création, satisfaire à certaines exigences supplémentaires (art. 15 à 20 OPP 1) comme, par exemple, disposer d'une garantie d'au moins 500 000 francs.

Par ailleurs, les institutions de prévoyance collectives ou communes partagent cette caractéristique que leur structure de direction doit comprendre l'organe paritaire suprême de l'institution et, à un niveau inférieur, un organe paritaire pour chaque œuvre de prévoyance affiliée (commission de prévoyance).

Caractéristiques des institutions de prévoyance communes

Les institutions de prévoyance communes se caractérisent principalement par l'existence d'une solidarité globale entre les différentes œuvres de prévoyance affiliées. Dans la pratique, cela signifie que tous les assurés d'une institution de prévoyance commune sont rattachés à une même unité comptable et qu'il existe entre eux, en cas de résultat positif comme en cas de résultat négatif, une large solidarité⁶ dans le cadre des dispositions légales⁷. Cette solidarité s'exprime, par exemple, dans la rémunération annuelle des avoirs de vieillesse, le niveau des intérêts étant le même pour tous les assurés. Elle se reflète également dans le fait que tous les assurés doivent, le cas échéant, participer de façon égale aux mesures d'assainissement.

Une institution de prévoyance commune applique une stratégie de placement unique. Les œuvres de prévoyance qui y sont affiliées ne sont toutefois pas tenues d'appliquer le même plan de prévoyance. Différentes cotisations d'épargne sont, par exemple, possibles.

Caractéristiques des institutions de prévoyance collectives

Les institutions de prévoyance collectives se caractérisent par un regroupement d'œuvres de prévoyance fondamentalement indépendantes et sans lien de solidarité entre elles. Dans ce cadre, chaque œuvre de prévoyance dispose d'une comptabilité individuelle et fonctionne en principe comme le ferait une institution de prévoyance autonome.

Même si les œuvres de prévoyance affiliées à une institution collective ne sont normalement pas solidaires entre elles, des formes limitées de solidarité peuvent néanmoins exister. C'est, par exemple, le cas d'une contribution de l'employeur à un financement solidaire des engagements liés aux rentes.

De nombreuses possibilités s'offrent pour la conception d'une institution collective. Les rentiers peuvent être regroupés dans ce que l'on appelle une œuvre de rentiers ou être maintenus dans l'œuvre de prévoyance avec les assurés actifs. En principe, chaque œuvre de prévoyance applique sa propre stratégie de placement, même si celle-ci peut aussi être commune à l'ensemble des œuvres affiliées ou à une partie d'entre elles.

3.3 Risques communs aux institutions de prévoyance collectives ou communes

Le 2^e pilier présente pour tous les acteurs concernés – assurés, employeurs et institutions de prévoyance – un ensemble de risques et d'opportunités. Les considérations qui suivent se focalisent sur les risques auxquels sont exposées les institutions de prévoyance, c'est-à-dire, dans le présent contexte, les institutions de prévoyance collectives ou communes. Les risques généraux des institutions de prévoyance – à savoir les risques classiques comme le risque de longévité ou les risques

5 L'interdiction concernant l'amélioration des prestations ne s'applique explicitement pas aux institutions d'associations professionnelles.

6 Cette solidarité ne s'étend pas à l'employeur. Elle ne concerne pas, par exemple, les arriérés de cotisation d'un employeur.

7 Dans le cadre d'une institution commune, on parle indifféremment d'une unité comptable ou d'un taux de couverture unique. Inversement, dans le cas des institutions de prévoyance collectives, il arrive que l'on parle de plusieurs taux de couverture plutôt que de plusieurs unités comptables (voir aussi la directive technique DTA 7 de la Chambre suisse des experts en caisses de pensions).

de placement qui concernent en principe toute institution de prévoyance – ne sont pas pris en compte.

Concurrence

Une spécificité des institutions de prévoyance collectives ou communes par rapport aux institutions de prévoyance d'entreprise est que leur effectif d'assurés n'est pas fixé en tant que tel. Ces institutions doivent donc, dès leur création, acquérir une clientèle.

Cette situation peut, dans certains domaines, conduire à des comportements fondamentalement différents de ceux des institutions de prévoyance d'entreprise. Une stratégie de marketing, qui entraîne des coûts, est nécessaire. Afin d'améliorer l'attractivité sur le marché, les avantages concurrentiels suivants sont particulièrement recherchés :

- des prestations supérieures (rémunération des avoirs de vieillesse, taux de conversion);
- taux de couverture supérieur, mais au moins un excédent de couverture;
- une meilleure performance;
- un rapport plus favorable entre cotisations pour la couverture des risques et prestations de risque promises;
- des frais d'administration inférieurs.

La volonté de proposer de meilleures prestations peut conduire les institutions de prévoyance collectives ou communes à offrir une rémunération des avoirs de vieillesse ou un taux de conversion trop élevés compte tenu de leur situation financière. Le souci d'afficher le meilleur taux de couverture possible peut également conduire à choisir un taux d'intérêt technique en fonction du taux de couverture le plus favorable au vu de l'environnement concurrentiel et non pas en fonction de l'analyse des circonstances concrètes ou des rendements réalistes pouvant être attendus, diminués de la marge de sécurité. Simultanément, la recherche d'une performance plus élevée peut conduire à prendre des risques relativement importants lors des placements. L'exigence de maintenir les cotisations pour la couverture des risques au niveau le plus faible possible signifie que la marge entre cotisations demandées et prestations

versées est en général réduite⁸. Enfin, si l'objectif de limitation des frais administratifs contribue dans l'idéal à une utilisation efficace des ressources, il peut aussi entraîner des risques opérationnels supplémentaires en raison d'une infrastructure ou de ressources en personnel insuffisantes.

Résiliation de contrats d'affiliation

Toute modification de la structure des assurés a, de manière générale, des conséquences sur les risques auxquels est exposée une institution de prévoyance. Dans le cas des institutions de prévoyance collectives ou communes, les conséquences de la résiliation du contrat d'affiliation dépendent notamment de la nature des liens de solidarité qui existent entre les œuvres de prévoyance affiliées.

La résiliation d'un contrat d'affiliation modifie le rapport démographique d'une institution de prévoyance collective ou commune. Dans le cas d'une institution collective, une telle résiliation a un impact sur les solidarités cachées ou ouvertes qui existent en son sein. Dans le cas d'une institution commune, une affiliation est d'autant plus intéressante que le rapport démographique de l'œuvre de prévoyance est favorable. Les œuvres de prévoyance affiliées qui auront tendance à envisager un changement de solution de prévoyance en cas de détérioration de la situation financière d'une institution de prévoyance commune sont celles :

- qui doivent faire preuve de la plus grande solidarité avec les autres œuvres de prévoyance affiliées en cas d'assainissement, c'est-à-dire les « perdants » de la solidarité mutuelle, et
- qui peuvent plus facilement s'affilier à une institution collective ou commune offrant de meilleures perspectives.

Ces deux points s'appliquent uniquement aux œuvres de prévoyance affiliées qui affichent un rapport démographique plus favorable que la moyenne. La détérioration du rapport démographique d'une institution de prévoyance commune peut déclencher un cercle vicieux : les œuvres qui présentent un rapport démographique plus favorable que la moyenne résilient leur contrat d'affiliation. Le rapport démographique de l'institution commune dans son ensemble se détériore. L'institution commune devient moins attractive pour l'affiliation de nouvelles œuvres présentant un rapport démographique favorable (anti sélection). Les nouvelles affiliations présentent un rapport démographique moins favorable. Le rapport démographique de l'institution commune se détériore encore davantage.

⁸ Depuis une dizaine d'années, les institutions de prévoyance ont souvent utilisé la différence entre cotisations perçues et cotisations effectivement nécessaires à la couverture des risques pour compenser certaines lacunes de financement, par exemple celles liées à un taux de conversion trop élevé.

Pour éviter que la résiliation d'un contrat d'affiliation se traduise par la sortie des seuls assurés actifs, les institutions de prévoyance communes peuvent prévoir une disposition contractuelle stipulant le transfert des rentiers en cas de résiliation. Il convient de mentionner en outre que les œuvres de prévoyance qui quittent une institution commune en situation de découvert sans déclencher de liquidation partielle contribuent à détériorer la situation financière de cette institution.

3.4 Risques spécifiques des institutions de prévoyance collectives

Découvert de certaines œuvres de prévoyance

Une institution de prévoyance collective est une sorte d'étui qui réunit plusieurs œuvres de prévoyance agissant de manière autonome. À ce titre, son taux de couverture global, qui correspond au taux moyen de toutes les œuvres de prévoyance affiliées, est un indice moins important que les taux de couverture individuels de ses œuvres. Toutefois, les dispositions de la loi concernent uniquement le taux de couverture global de l'institution de prévoyance collective. Par conséquent, il n'est pas possible, d'un point de vue légal, d'obliger les œuvres de prévoyance à prendre des mesures d'assainissement tant que l'institution de prévoyance collective ne présente pas un découvert au sens de l'art. 44 OPP 2, c'est-à-dire tant que son taux de couverture global est supérieur à 100 %. Le Conseil fédéral avait déjà abordé cette problématique dans les directives concernant des mesures destinées à résorber les découverts dans la prévoyance professionnelle.

Plusieurs échelons de responsabilités

Les dispositions légales relatives aux organes paritaires ne s'appliquent qu'à l'organe paritaire suprême de l'institution collective. Étant donné que les œuvres de prévoyance affiliées à une institution collective fonctionnent souvent comme des institutions de prévoyance autonomes, il est indispensable de délimiter et d'attribuer clairement les compétences. Il faut savoir que les commissions de prévoyance sont libres de prendre des décisions individuelles, mais que la responsabilité juridique et la surveillance de leurs activités relèvent toujours de l'organe paritaire suprême de l'institution collective. Si la répartition des compétences n'est pas claire ou si elle est lacunaire, les assainissements nécessaires risquent de ne pas être entrepris.

Assainissement des œuvres de rentiers

Les institutions de prévoyance collectives peuvent gérer des effectifs de rentiers dans une œuvre de rentiers spécialement créée à cette fin ou séparément à l'échelle de la fondation. Ces solutions sont différentes de celle qui consiste à gérer ces effectifs dans le cadre des œuvres de prévoyance d'actifs. Des questions importantes se posent donc concernant la solidarité entre les œuvres de prévoyance d'une part, et, d'autre part, la solidarité dont profitent les effectifs de rentiers pour lesquels il n'existe plus d'effectif d'actifs ni d'employeur en règle générale.

3.5 Résultats de l'enquête

Dans le présent chapitre, les résultats de l'enquête sur les institutions de prévoyance collectives ou communes sont comparés à ceux des institutions de prévoyance d'entreprise. Tous les autres types d'institutions ne sont pas pris en compte dans la comparaison.⁹ Les chiffres proviennent de l'enquête sur la situation financière des institutions de prévoyance au 31 décembre 2016 et sont pondérés en fonction du capital de prévoyance.

Les institutions de prévoyance d'entreprise, définies dans le présent rapport comme des institutions de prévoyance propres à un employeur, à un groupe, à une holding ou à une société mère, peuvent être des institutions de prévoyance de droit public, contrairement aux institutions de prévoyance collectives ou communes.

Comptabilisation des engagements

Dans le cadre de la comptabilisation des capitaux de prévoyance, deux décisions doivent, en principe, être prises: le choix des tables biométriques ainsi que la fixation du taux d'intérêt technique. Dans les institutions de prévoyance collectives ou communes, la comptabilisation des capitaux est établi sur la base des tables de génération dans 29 % des cas soit moins souvent que dans les institutions de prévoyance d'entreprise où elle l'est dans 57 % des cas.

⁹ Sont exclues: les institutions avec garantie étatique, les œuvres de rentiers fermées, les institutions d'épargne, les institutions de prévoyance non enregistrées, les institutions qui achètent des rentes de vieillesse auprès d'une assurance, les institutions de prévoyance entièrement réassurées et les institutions collectives ou communes de droit public.

En moyenne, les taux d'intérêt techniques des institutions de prévoyance collectives ou communes sont plus élevés de 0,25 % que ceux des institutions de prévoyance d'entreprise. Les résultats montrent notamment que les institutions de prévoyance d'entreprise affichent un taux d'intérêt technique de 2 % tandis qu'une part plus importante d'institutions de

prévoyance collectives ou communes présentent un taux d'intérêt technique de 2,5 %.

La part des engagements liés aux rentes chez les institutions de prévoyance collectives ou communes se situe à 29 % en moyenne. Elle est donc clairement inférieure à celle des

Fig. 8: Taux d'intérêt technique

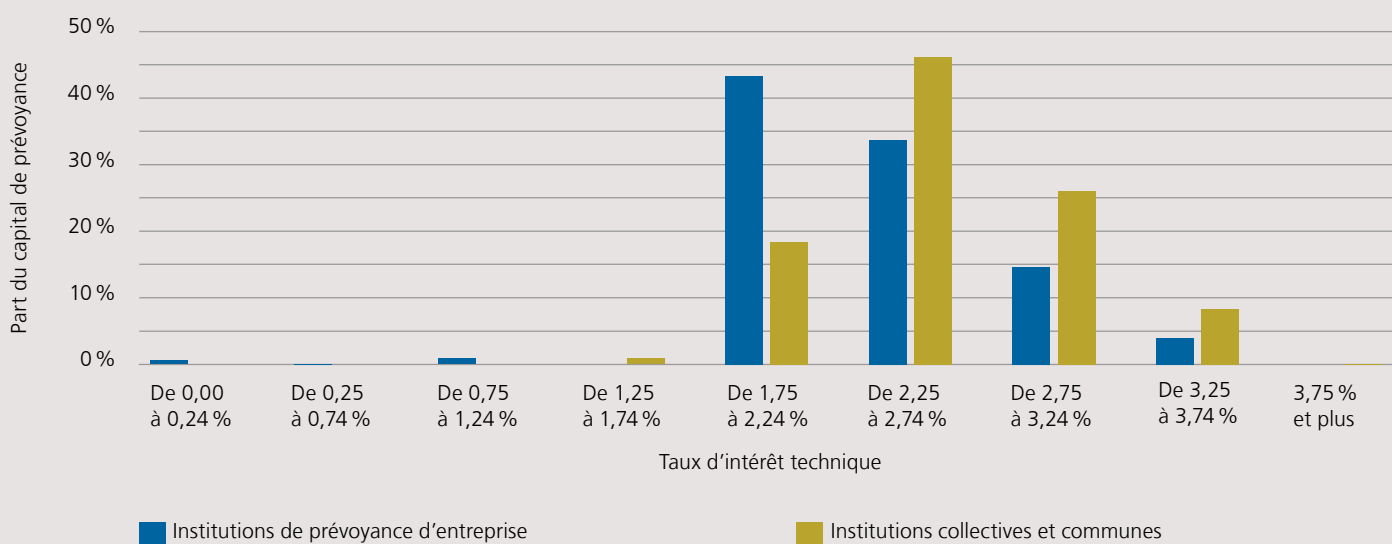


Fig. 9: Taux de couverture présenté

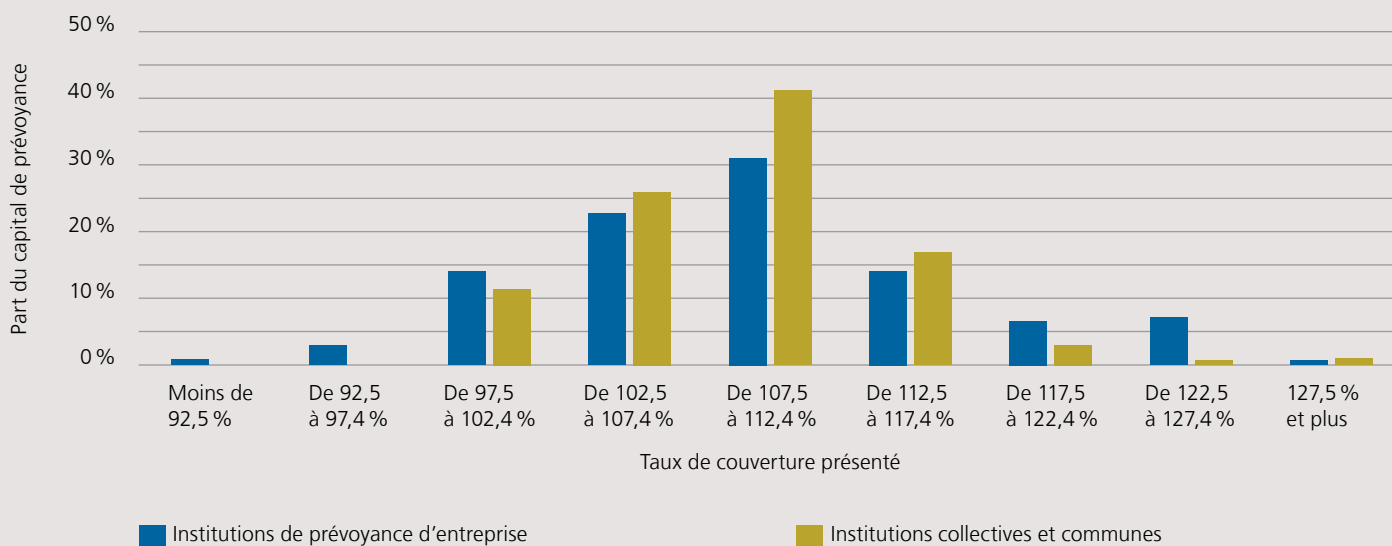
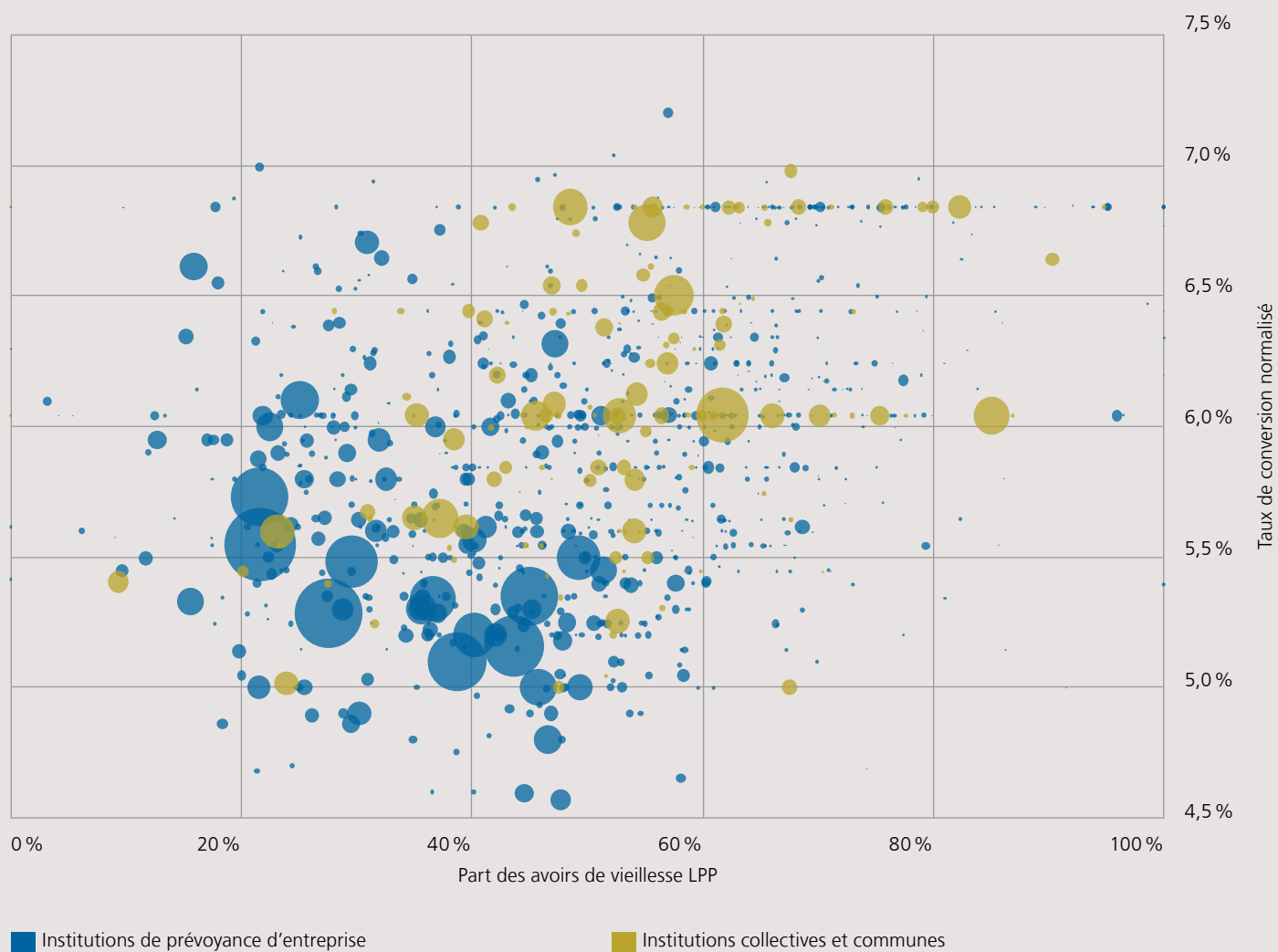


Fig. 10: Taux de conversion normalisé et part de l'avoir vieillesse LPP



institutions de prévoyance d'entreprise qui se chiffre à 51 %. Cela pourrait conduire à une évaluation moins prudente des engagements liés aux rentes dans les institutions de prévoyance collectives ou communes.

Au 31 décembre 2016, en moyenne, les institutions de prévoyance collectives ou communes affichaient un taux de couverture global comparable à celui des institutions de prévoyance d'entreprise (voir fig. 9). La différence était seulement d'environ 1 % en moyenne en faveur des institutions de prévoyance d'entreprise. Une faible part des institutions de prévoyance collectives ou communes se trouvait en situation de découvert. En revanche, à la différence des institutions de prévoyance d'entreprise, les institutions de prévoyance collectives ou communes présentent très rarement un taux de couverture de plus de 120 %.

Promesses d'intérêt et part de l'avoir vieillesse LPP

En moyenne, les avoirs de vieillesse des institutions de prévoyance collectives ou communes sont convertis en rentes

d'un montant nettement plus élevé que ceux des institutions de prévoyance d'entreprise. Toutefois, dans les institutions de prévoyance collectives ou communes, seulement moins de 20 % du capital est converti en rentes sur la base d'un taux de conversion égal ou supérieur au taux de conversion minimal selon la LPP (6,8 %). En partie, ces taux de conversion plus élevés s'expliquent par le fait que la part de l'avoir de vieillesse LPP appartenant à des assurés actifs est plus importante chez les institutions de prévoyance collectives ou communes, soit 52 %, que chez les institutions de prévoyance d'entreprise où elle représente 38 %. Il faut souligner ici, que le taux de conversion n'a aucune importance pour les retraits en capital. L'ampleur des retraits en capital dépend dans une large mesure de la branche économique de l'employeur, des dispositions concrètes du règlement de l'institution de prévoyance, mais aussi de la situation financière et sanitaire des personnes assurées.

La fig. 10 montre que la majorité des institutions de prévoyance collectives ou communes offrent une assurance vieillesse de moindre ampleur que celle offerte par les institutions

de prévoyance d'entreprise en raison de la part élevée de l'avoir vieillesse LPP obligatoire. On peut, par conséquent, craindre que la liquidation d'une institution de prévoyance d'entreprise n'ait non seulement pour conséquence de réaliser des économies mais aussi de réduire le niveau des prestations du 2^e pilier. Cet aspect doit être pris en compte dans la discussion du processus de concentration dans la prévoyance professionnelle.

Risques de placement, performance et rémunération de l'avoir de vieillesse

En ce qui concerne les stratégies de placement des institutions de prévoyance, l'enquête n'a pas révélé de différences significatives entre les institutions de prévoyance collectives ou communes et les institutions de prévoyance d'entreprise. Ce fait apparaît clairement dans la volatilité estimée de 6,4 % chez les institutions de prévoyance collectives ou communes et de 6,2 % chez les institutions de prévoyance d'entreprise.

Bien que les risques des stratégies de placement moyennes ne varient pas sensiblement entre les deux types d'institutions, les institutions de prévoyance collectives ou communes ont fixé des valeurs cibles plus faibles pour les réserves de fluctuation que les institutions de prévoyance d'entreprise (voir fig. 11). Ceci met très nettement en évidence deux aspects du comportement des institutions de prévoyance collectives ou communes: elles privilégient des distributions de revenu rapides et adoptent en général un comportement risqué.

Il n'est pas surprenant de constater que la performance nette atteinte des institutions de prévoyance collectives ou communes ne se distingue guère de celle des institutions de prévoyance d'entreprise. En revanche, la rémunération moyenne des avoirs de vieillesse, ces quatre dernières années est étonnamment la même (voir fig. 12). Cela s'explique en partie par le fait que les taux de couverture de ces deux types d'institutions se trouvent en dessous des valeurs cibles, c'est-à-dire que les institutions de prévoyance collectives ou communes sont limitées par la loi dans leurs distributions.

Analyse globale des risques

Le risque global comprend quatre composantes: taux de couverture, promesse d'intérêt, capacité d'assainissement et stratégie de placement. Les chiffres montrent que les institutions de prévoyance collectives ou communes ont tendance à présenter un risque global légèrement plus élevé que les institutions de prévoyance d'entreprise. Ce constat découle du

fait que les institutions de prévoyance d'entreprise présentent des taux de couverture plus élevés et des promesses d'intérêt moins élevées. Cet écart de risque est, néanmoins, en partie compensé par les capacités d'assainissement supérieures dont disposent les institutions de prévoyance collectives ou communes.

3.6 Évaluation

Dans le cadre du processus de concentration, la taille des institutions de prévoyance collectives ou communes et leur importance dans le système de la prévoyance professionnelle ne cessent de croître. Actuellement, près de 60 % des assurés actifs sont assurés dans des institutions de prévoyance collectives ou communes.

Les institutions de prévoyance collectives ou communes font face aux mêmes défis que toutes les autres institutions de prévoyance. En outre, elles se trouvent généralement en concurrence entre elles et doivent respecter des dispositions légales plus strictes. Certaines de ces institutions présentent des risques plus élevés que la moyenne. La concentration dans le 2^e pilier et, parallèlement, l'intensification de la concurrence pourraient renforcer la tendance des institutions de prévoyance collectives ou communes à prendre de plus grands risques. Les institutions de prévoyance dont la situation de risque doit déjà être considérée comme critique, pourraient dans le cadre d'une dégradation des marchés de capitaux rapidement se retrouver face à des difficultés financières et devenir une charge considérable pour le Fonds de garantie et, par conséquent, pour l'ensemble des assurés dans la prévoyance professionnelle.

Dans les institutions de prévoyance collectives, les autorités de surveillance obtiennent souvent des informations insuffisantes pour évaluer le financement, la situation financière et les risques de placement pour chacune des œuvres de prévoyance, dans la mesure où les dispositions légales se réfèrent pour l'essentiel à l'institution collective et non aux œuvres de prévoyance qui lui sont affiliées.

En l'absence d'informations pertinentes pour évaluer les risques, il se pourrait que les autorités de surveillance interviennent et prennent, le cas échéant les mesures nécessaires tardivement.

Fig. 11: Valeur cible des réserves de fluctuation de valeur

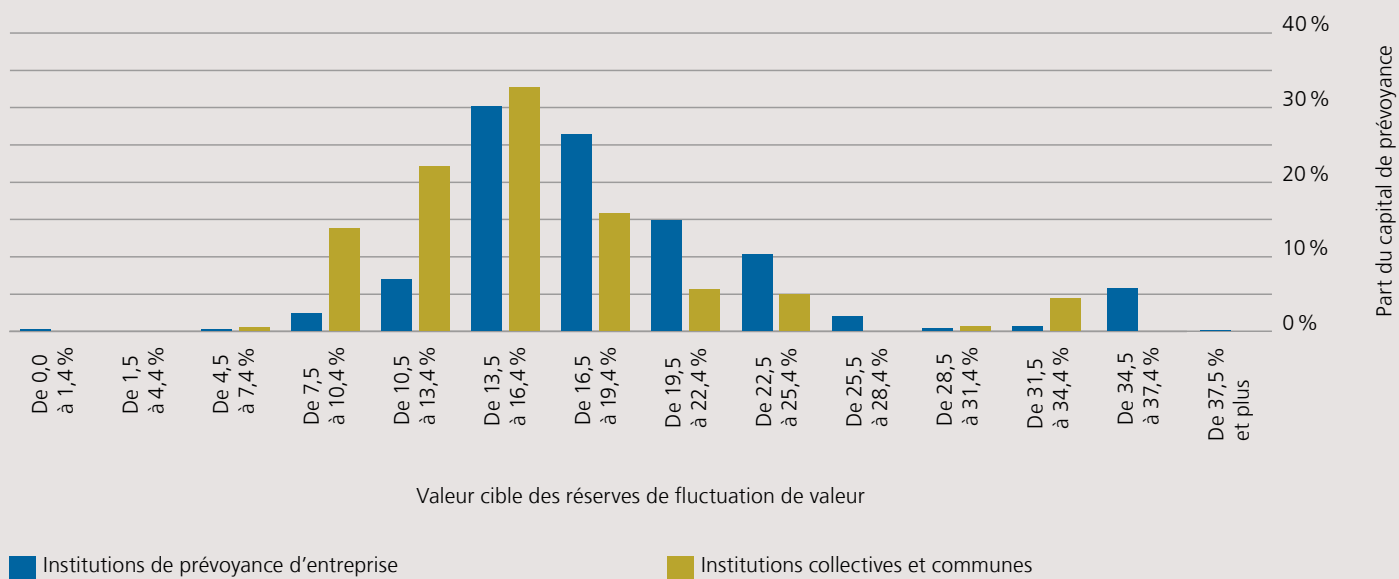


Fig. 12: Rendement net des placements et rémunération des avoirs de vieillesse

	Rendement net des placements		Rémunération des avoirs de vieillesse	
	institutions de prévoyance d'entreprise	institutions collectives et communes	institutions de prévoyance d'entreprise	institutions collectives et communes
2016	3,94 %	3,89 %	1,64 %	1,69 %
2015	0,92 %	0,77 %	1,95 %	2,26 %
2014	7,47 %	6,96 %	2,58 %	2,41 %
2013	5,69 %	6,62 %	1,98 %	1,79 %
Moyenne	4,51 %	4,56 %	2,04 %	2,04 %

En ce qui concerne la surveillance des institutions de prévoyance collectives ou communes, il faut accorder une attention accrue à la gouvernance, la transparence, la gestion des risques et à la stabilité financière. La CHS PP prévoit donc dans le cadre de l'introduction des indicateurs de risque annuels

applicables à l'ensemble des institutions de prévoyance, de préciser des exigences en matière d'information spécifiques supplémentaires pour les institutions de prévoyance collectives ou communes.

4 Bases techniques et taux de couverture

4.1 Bases biométriques

Les bases biométriques (appelées aussi tables de mortalité) indiquent les probabilités de décès et d'invalidité calculées sur une période. Les plus couramment utilisées sont les tables LPP, lesquelles, abstraction faite des données de la caisse de pension de la Confédération (Publica), comportent uniquement des données d'institutions de droit privé. Les plus récentes (LPP 2015) ont été publiées en décembre 2015. Les tables VZ, en revanche, sont fondées sur les données d'institutions de droit public. Les plus récentes (VZ 2015) ont été publiées en décembre 2016.

Les institutions de prévoyance qui bénéficient d'une couverture d'assurance au moins pour les risques décès et invalidité et ne versent pas elles-mêmes de rentes de vieillesse n'ont normalement pas besoin de bases biométriques. C'est notamment le cas pour les institutions qui disposent d'une réassurance complète auprès d'une compagnie d'assurance.

L'espérance de vie future est calculée au moyen des bases biométriques. On parle de tables périodiques quand ces bases se réfèrent à une période donnée du passé (par ex. les années 2010 à 2014 pour la table LPP 2015) ; leur utilisation nécessite de consolider les engagements liés aux rentes afin de tenir compte de l'augmentation constante de l'espérance de vie. On parle de tables de génération quand elles sont fondées sur une estimation de l'espérance de vie future. Lors de l'utilisation de tables périodiques, l'engagement pris en compte est alors moins élevé que lorsque l'on se réfère à des tables de génération, mais les rendements nécessaires doivent être plus importants, car il faut constituer des réserves supplémentaires chaque année.

On constate que la grande majorité des institutions de prévoyance sans garantie étatique utilisent les bases biométriques les plus récentes (LPP 2015, VZ 2015, LPP 2010 et VZ 2010) (voir fig. 13). Le bilan des engagements de prévoyance est d'ores et déjà établi sur les bases techniques les plus récentes (LPP 2015 ou VZ 2015) dans 49 % de ces institutions.

La proportion d'institutions de prévoyance qui utilisent des tables de génération a augmenté de 6 %, passant de 30 % l'année précédente à 36 % (voir fig. 14). Manifestement, les institutions de prévoyance estiment que l'augmentation future de l'espérance de vie ne sera plus financée par les rendements futurs de la fortune, comme auparavant, mais par capitalisation, ce qui nécessite l'utilisation des tables de génération.

4.2 Taux d'intérêt technique et taux de couverture

Le taux d'intérêt technique sert à déterminer la valeur d'un versement futur. Plus il est élevé, plus le niveau affiché des engagements s'abaisse, ce qui a pour effet d'augmenter le taux de couverture. À l'avenir, la performance future des placements devra être plus élevée pour maintenir l'équilibre financier, ce qui, en général, impliquera un risque plus important.

Le taux de couverture est le rapport entre la fortune disponible et les engagements. S'il est d'au moins 100 %, on présume que tous les engagements peuvent être remplis au jour de référence. S'il est inférieur, des mesures d'assainissement s'imposent.

Pour les institutions de prévoyance qui comptent plusieurs caisses affiliées, le présent rapport utilise le taux de couverture de l'ensemble.

Conformément aux prévisions, la tendance à la baisse des taux d'intérêt techniques observée en 2015 s'est poursuivie en 2016 (voir fig. 15). Le taux moyen est passé de 2,66 % à 2,43 %.

Fig. 13: Bases biométriques

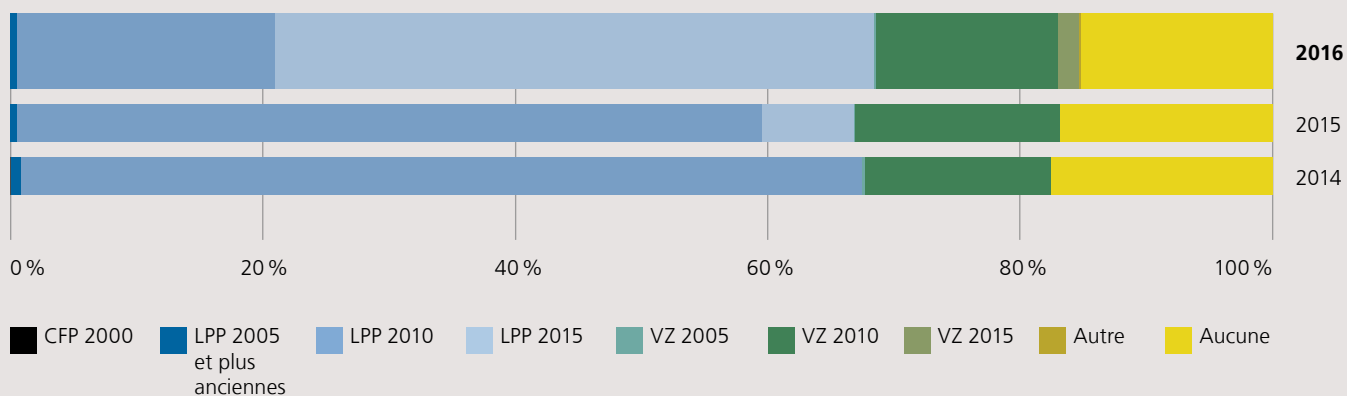


Fig. 14: Tables périodiques et tables de génération

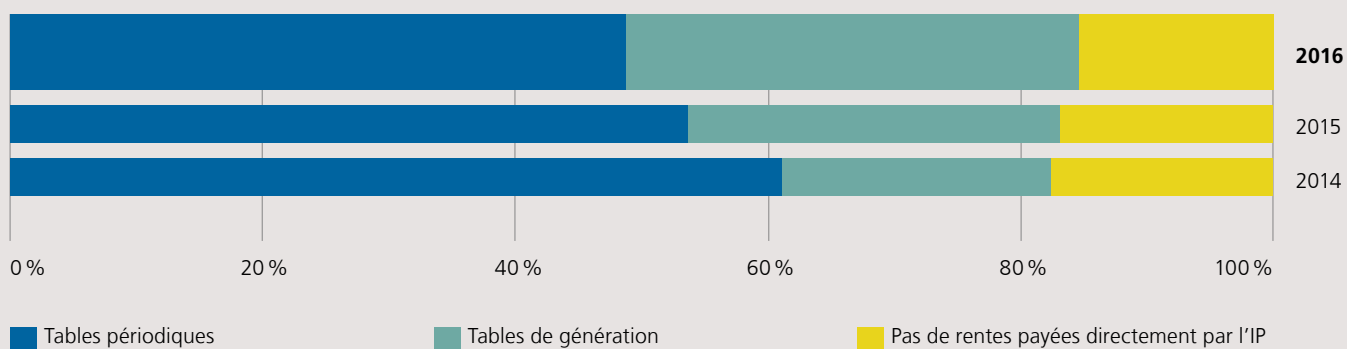
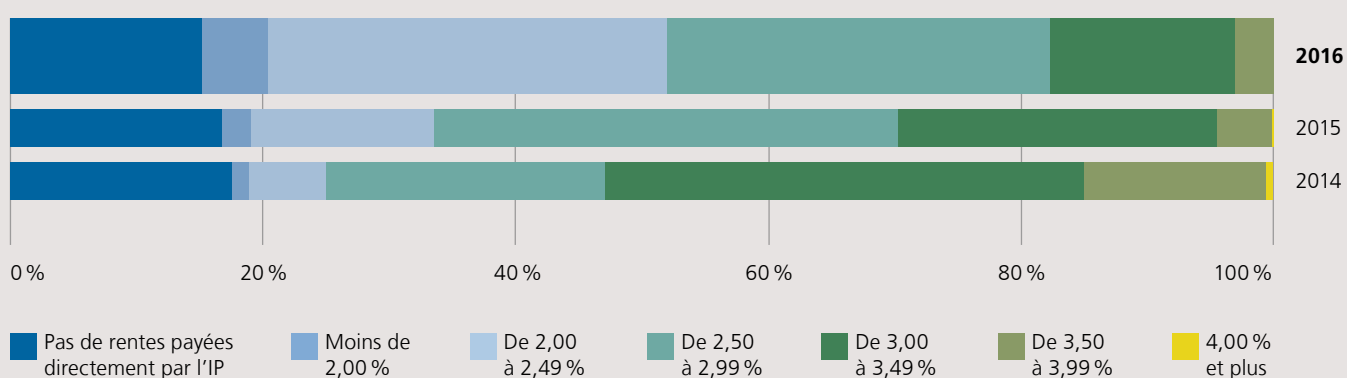


Fig. 15: Taux d'intérêt technique



Vu le rendement très bas des obligations, on peut s'attendre à ce que la tendance du taux d'intérêt technique à la baisse persiste. Les institutions de prévoyance avec un taux technique relativement élevé, et dont le taux de couverture est à peine supérieur à 100 %, doivent s'attendre à ce qu'une diminution du taux d'intérêt technique conduise leur taux de couverture sous la barre des 100 % et ainsi envisager des mesures d'assainissement.

Étant donné que le taux de couverture dépend des bases biométriques et du taux d'intérêt technique utilisés, il est indispensable de le calculer au moyen d'hypothèses uniformes si l'on veut procéder à une comparaison des risques entre les institutions de prévoyance. Pour le présent rapport, le taux retenu à ce titre correspond au taux d'intérêt technique moyen des institutions de prévoyance sans garantie étatique, soit 2,4 % (année précédente : 2,6 %). Comme l'année précédente, la base biométrique utilisée est LPP 2015, combinée à une table de génération.

Le taux de couverture moyen pondéré en fonction du capital de prévoyance et calculé sur des bases uniformes est de 106,2 % en 2016 (105,1 % en 2015) (voir fig. 17). Sans la réduction de 2,6 % à 2,4 % du taux d'intérêt technique utilisé pour le calcul du taux de couverture uniforme¹⁰, le relèvement moyen du taux de couverture aurait été de 2,0 points de pourcentage. Plus le taux de couverture est bas, plus le risque de financement est élevé pour l'institution de prévoyance.

4.3 Appréciation

L'exercice 2016 a été nettement meilleur que le précédent sur le plan financier : le rendement net moyen de la fortune a été de 3,6 % (contre 0,7 % en 2015). Les institutions de prévoyance ont pu par conséquent stabiliser leur taux de couverture, voire le relever légèrement. La proportion de celles qui présentent un découvert a légèrement diminué passant de 13 % à 12 %.

De nombreuses institutions ont de nouveau abaissé leur taux d'intérêt technique, et d'autres baisses sont à prévoir. Pour tenir compte de l'augmentation constante de l'espérance de vie, toujours plus d'institutions de prévoyance utilisent des tables de génération et, là aussi, il faut s'attendre à ce que cette tendance se poursuive. Or, si ces mesures ont toutes deux pour effet d'augmenter les engagements comptabilisés et de réduire le taux de couverture, elles diminuent également les rendements futurs nécessaires au financement des prestations. Ceci augmente la sécurité de financement.

¹⁰ La réduction du taux d'intérêt technique (qui est passé de 2,6 % à 2,4 %) se traduit en moyenne par une modification du taux de couverture de 1,0 point.

Fig. 16 : Taux de couverture calculé sur des bases individuelles

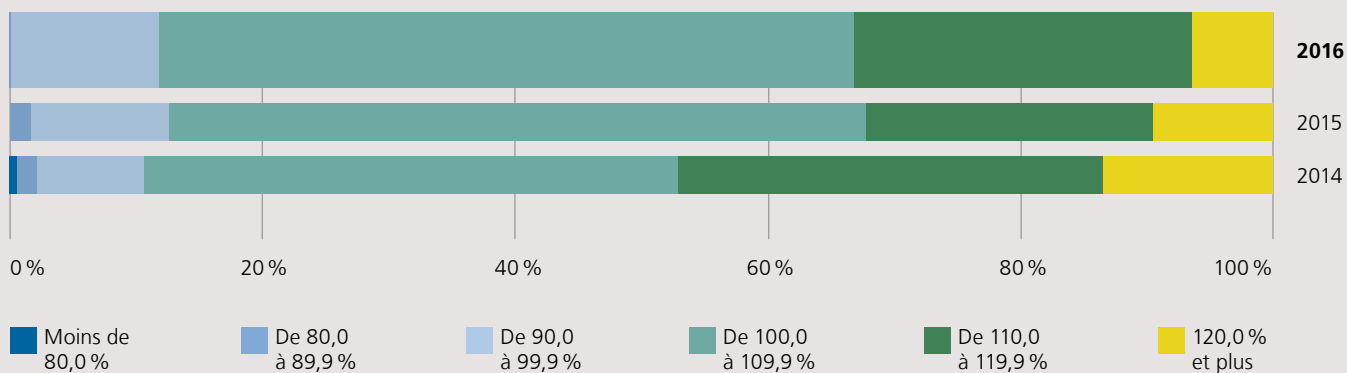
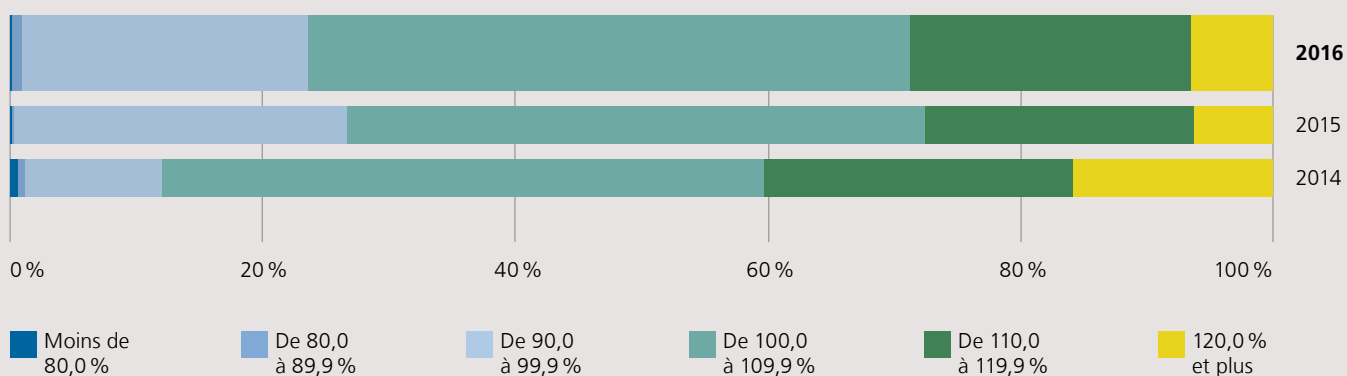


Fig. 17 : Taux de couverture calculé sur des bases uniformes



5 Promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite

Toute institution de prévoyance enregistrée, quel que soit son taux de couverture, doit fournir les prestations minimales légales. Au-delà de ce minimum, les prestations sont fixées dans le règlement de l'institution. Leur niveau, dans le système de la primauté des prestations, dépend du salaire assuré et des années de cotisation acquises. Dans le système de la primauté des cotisations, il dépend des cotisations créditées, des intérêts et du taux de conversion appliqué en cas de retraite, de décès ou d'invalidité.

5.1 Primauté des prestations et primauté des cotisations

Depuis des années, le système de la primauté des prestations perd du terrain. La proportion des engagements régis par le principe de la primauté des prestations a baissé dans les institutions de prévoyance sans garantie étatique, passant de 5,6 % à 5,5 % (voir fig. 18).

Dans l'ensemble, la plupart des institutions de prévoyance appliquent donc le système de la primauté des cotisations, mais il existe aussi des exemples de formes mixtes et d'autres formes. La proportion de celle qu'on appelle institutions 1e (au sens de l'art. 1e OPP 2) a passé de 0,2 % à 0,3 % du capital de prévoyance. Il existe encore des caisses composées uniquement de rentiers, mais leur part dans le capital de prévoyance reste de 0,5 % (0,5 % en 2015).

5.2 Conversion du capital en rente de vieillesse

Dans le système de la primauté des cotisations, le taux de conversion détermine quelle part de l'avoir de vieillesse accumulé est versée chaque année sous forme de rente. Les institutions de prévoyance prévoient que, dans cinq ans, elles utiliseront un taux de conversion moyen de 5,63 % (5,83 % en 2015) pour calculer les rentes de leurs assurés qui partent à la retraite à 65 ans.

En convertissant le capital accumulé en une rente de vieillesse, l'institution de prévoyance fait implicitement, au moment du départ à la retraite de l'assuré, une promesse d'intérêts. Si l'on part de l'hypothèse qu'une estimation réaliste de l'espérance de vie est possible pour l'effectif des assurés, l'institution de prévoyance assume exclusivement le risque d'intérêts. Si la performance effective, après déduction des frais, est plus importante à moyen terme, l'institution répartira les excédents entre les rentiers.

Dans le système de la primauté des prestations, la promesse d'intérêts se calcule au moyen du taux d'intérêt technique et d'un supplément de longévité. Dans celui de la primauté des cotisations, elle découle du taux de conversion appliqué. Plus celui-ci est élevé au moment de la retraite, plus grande est la promesse concernant le versement de la rente. Aucun calcul n'a été fait pour les institutions de prévoyance qui font verser les rentes de vieillesse par une assurance ou qui ne versent que des prestations sous forme de capital. En effet, ces institutions n'assument pas le risque d'intérêts pour les rentiers.

En moyenne, les promesses d'intérêts à long terme – 2,97 % (3,25 % en 2015) – (voir fig. 19) restent supérieures de 0,5 % (0,6 % en 2015) aux taux d'intérêt technique. Cela s'explique essentiellement par le fait que l'adaptation des promesses d'intérêts nécessite non seulement des mesures du côté du financement, mais aussi des ajustements du côté des prestations (taux de conversion). Par ailleurs, de nombreuses institutions de prévoyance ont d'ores et déjà constitué des provisions en vue des ajustements apportés au taux de conversion, ce qui permet d'adapter les prestations par étapes.

Il n'en reste pas moins que les promesses d'intérêts enregistrent elles aussi un net recul: alors qu'en 2013, le pourcentage d'institutions de prévoyance à promettre un taux d'intérêt de 3,5 % ou plus était de 42 %, il n'était plus que de 25 % à fin 2016. De manière analogue au taux d'intérêt technique, il est probable que les promesses d'intérêts subissent encore des baisses.

Fig. 18: Primauté des cotisations et primauté des prestations pour les prestations de vieillesse

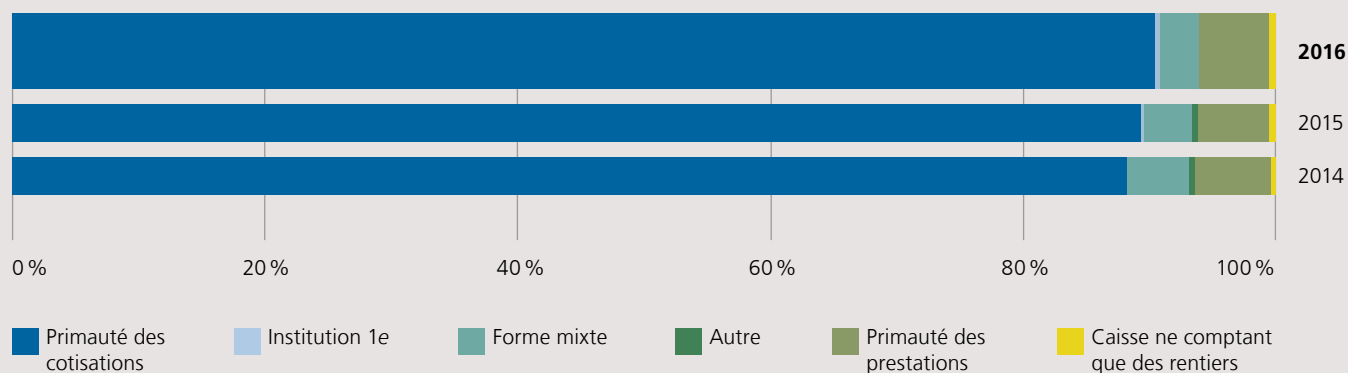
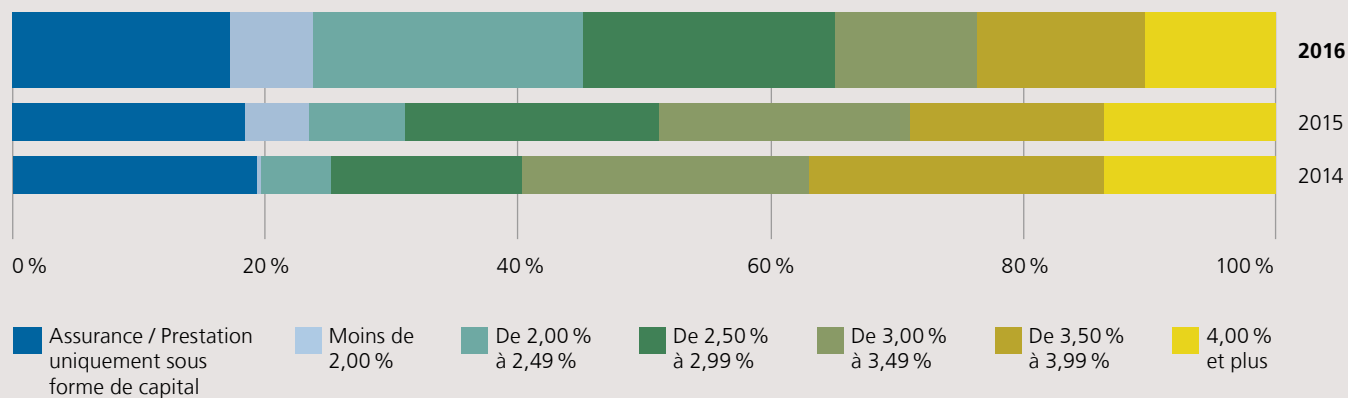


Fig. 19: Promesse d'intérêts relative aux futures rentes



5.3 Appréciation

Aujourd'hui, les promesses d'intérêts qui fondent les prestations de vieillesse dépassent de 0,5 point en moyenne les taux d'intérêt technique utilisés pour l'évaluation des engagements. La loi n'a pas prévu cette différence; celle-ci ne peut donc pas être financée par les cotisations paritaires. Les rentes de vieillesse ne peuvent pas être réduites rétroactivement lorsque le produit de la fortune n'a pas permis de les financer. Par conséquent, elles doivent être payées par les employeurs et les assurés actifs. Les coûts sont ainsi transférés à la génération suivante.

6 Structure et capacité d'assainissement

Une institution de prévoyance en situation de découvert doit prendre des mesures d'assainissement. Les deux principales mesures envisageables pour améliorer la situation financière d'une institution sont la perception de cotisations supplémentaires (cotisations ou contributions d'assainissement) ou une baisse des prestations futures, qui se traduit généralement par un abaissement de la rémunération des avoirs de vieillesse. Réduire les rentes en cours n'étant possible que dans une mesure très limitée, l'essentiel de la charge liée à l'amélioration du taux de couverture est supporté surtout par les cotisants (employeurs et salariés), autrement dit : par les assurés actifs.

La rapidité et l'efficacité de ces mesures dépendent principalement de la structure de l'institution de prévoyance concernée : si son effectif est presque entièrement constitué d'assurés actifs, des cotisations d'assainissement relativement modestes ou une réduction limitée de la rémunération des avoirs de vieillesse suffiront à produire un effet important ; à l'inverse, une institution dont l'effectif est majoritairement composé de rentiers se trouvera dans une situation plus délicate.

En principe, plus la perception de cotisations d'assainissement ou la réduction de la rémunération des avoirs de vieillesse produit un impact important, plus l'institution est capable de s'exposer à des risques. Comme, en règle générale, les institutions de prévoyance ne peuvent pas, ou que très peu, influencer leur structure d'assurés, la capacité d'assainissement reste très limitée, ce qui constitue, dans la plupart des cas, un risque à gérer en conséquence.

6.1 Effets des cotisations d'assainissement

La masse salariale des institutions de prévoyance sans garantie étatique s'élevait à 279,0 milliards de francs en 2016 (275,4 milliards en 2015), ce qui correspond à 38 % du capital de prévoyance (39 % en 2015).

La figure 20 montre l'augmentation du taux de couverture grâce au prélèvement d'une cotisation d'assainissement de 1 % de la masse salariale pendant un an.

Cet effet n'a pas fortement varié, comparé à l'année précédente.

6.2 Effets d'une baisse de la rémunération des avoirs de vieillesse

La possibilité d'abaisser la rémunération des avoirs de vieillesse n'est pas donnée de manière identique à toutes les institutions de prévoyance. L'intérêt minimal légal doit être servi sur la partie du capital de prévoyance des assurés actifs (avoirs de vieillesse LPP), une réduction de 0,5 % au plus étant envisageable en cas de découvert, mais cela pour une durée limitée seulement. En revanche, une institution n'assurant que la part surobligatoire peut pratiquement toujours décider de ne pas accorder d'intérêt. Ainsi, les institutions de prévoyance sont d'autant plus difficiles à assainir que la part des avoirs de vieillesse LPP y est élevée.

En moyenne, la part des avoirs de vieillesse LPP dans le capital de prévoyance des assurés actifs est de 44 % (44 % en 2015) (voir fig. 21).

Fig. 20: Augmentation du taux de couverture en cas de cotisation d'assainissement équivalant à 1 % de la masse salariale

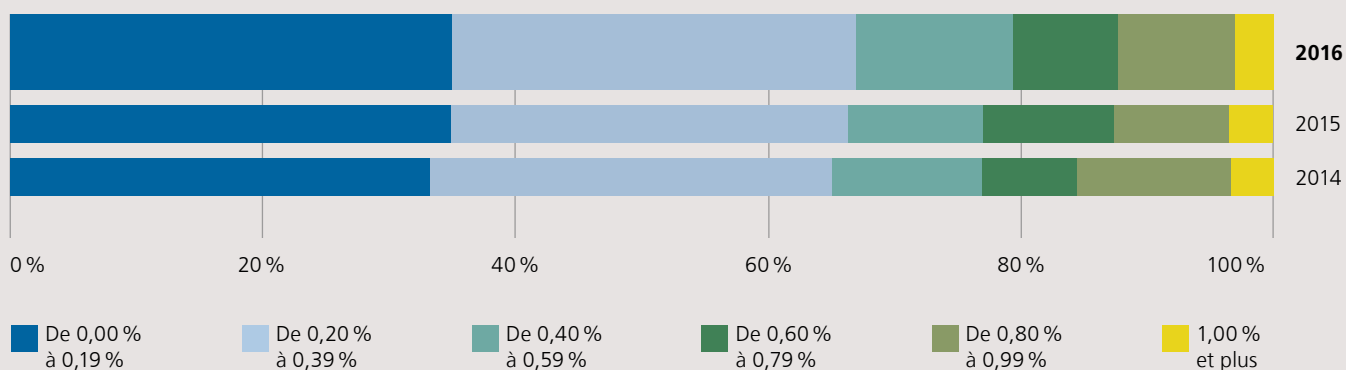
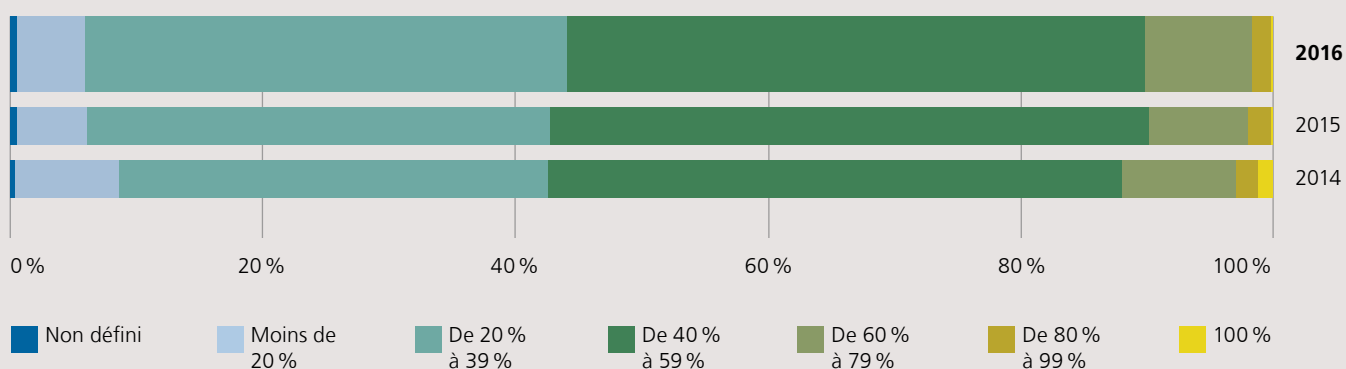


Fig. 21: Part des avoirs de vieillesse LPP



A l'exception d'un nombre relativement important d'institutions de prévoyance actives uniquement dans la partie surobligatoire, les autres institutions se répartissent de manière assez normale sur l'ensemble du spectre (voir fig. 22). Celles qui s'occupent principalement de la partie obligatoire gèrent des avoirs de prévoyance LPP représentant entre 55 % et 60 % de leur fortune.

Les institutions de prévoyance qui ne présentent pas d'avoir de vieillesse LPP assurent uniquement des prestations dans le domaine préobligatoire ou surobligatoire. Généralement, les personnes assurées dans ce type d'institution ont par ailleurs une prévoyance supplémentaire relevant de la partie obligatoire; elles apparaissent par conséquent à double dans la figure ci-dessus.

La proportion des assurés dont l'avoir de vieillesse est constitué à plus de 70 % par leur avoir LPP et dont l'assurance est ainsi proche de l'obligatoire est de 13 %, ce qui est faible (voir fig. 23). Mis à part celles qui n'en gèrent pas, la plupart des institutions de prévoyance possèdent des avoirs LPP obligatoires représentant entre 35 % et 65 % de leur fortune sous gestion; de même, la fortune de prévoyance de la plupart des assurés actifs est aussi composée de 35 % à 65 % d'avoirs LPP obligatoires.

Les effets d'une baisse de 1 % de la rémunération du capital de prévoyance des assurés actifs sont restés quasiment inchangés par rapport à l'année précédente (voir fig. 24).

6.3 Appréciation

Un important effectif de rentiers constitue l'un des risques qui pèsent le plus lourd pour une institution de prévoyance, d'autant qu'il n'est guère possible de l'influencer. On observe de nombreuses disparités entre les institutions de prévoyance à cet égard.

Lorsqu'une institution de prévoyance se trouve en situation de découvert, elle doit généralement être assainie dans un délai de cinq à sept ans au moyen d'un ensemble de mesures comprenant un relèvement des cotisations et des réductions de prestations. Le plus souvent, la charge est considérable. Pour remédier à un découvert de 3 % sur cinq ans, une institution de prévoyance correspondant à la moyenne devra percevoir des cotisations d'assainissement annuelles à hauteur de 1,5 % de la masse salariale ou réduire de 1 % la rémunération des avoirs de vieillesse. Cette constatation souligne combien la résorption d'un découvert est devenue difficile dans un environnement de bas taux ainsi que l'importance de procéder à temps à un assainissement.

Fig. 22 : Nombre d'institutions de prévoyance selon la part d'avoirs de vieillesse LPP

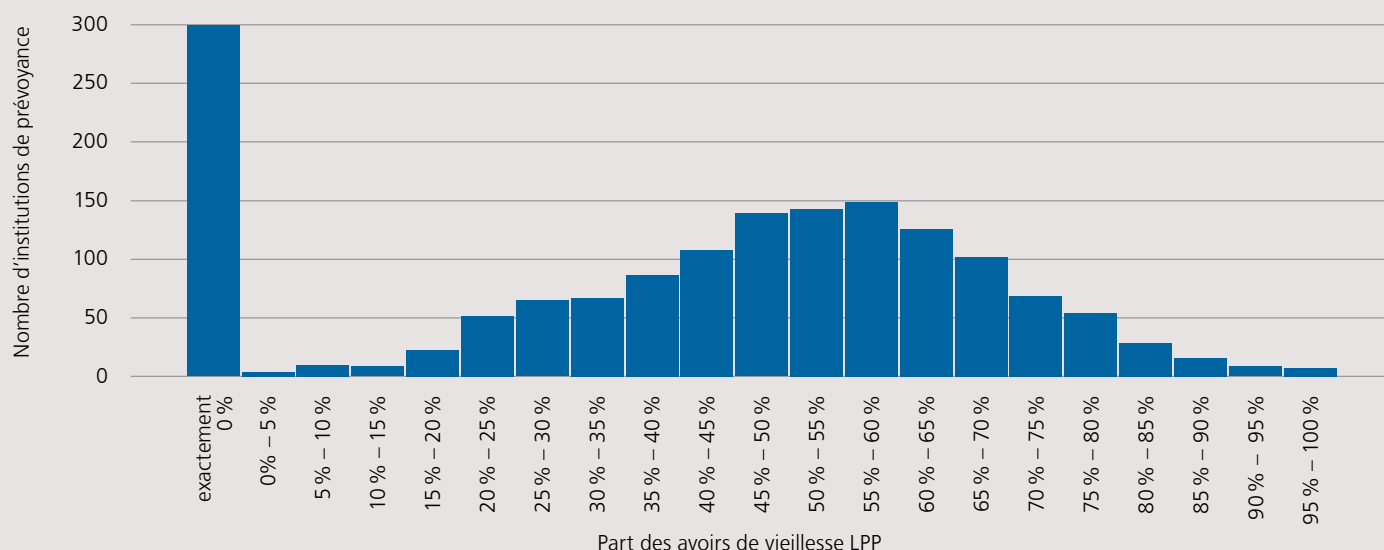


Fig. 23: Nombre d'assurés actifs selon la part d'avoirs de vieillesse LPP

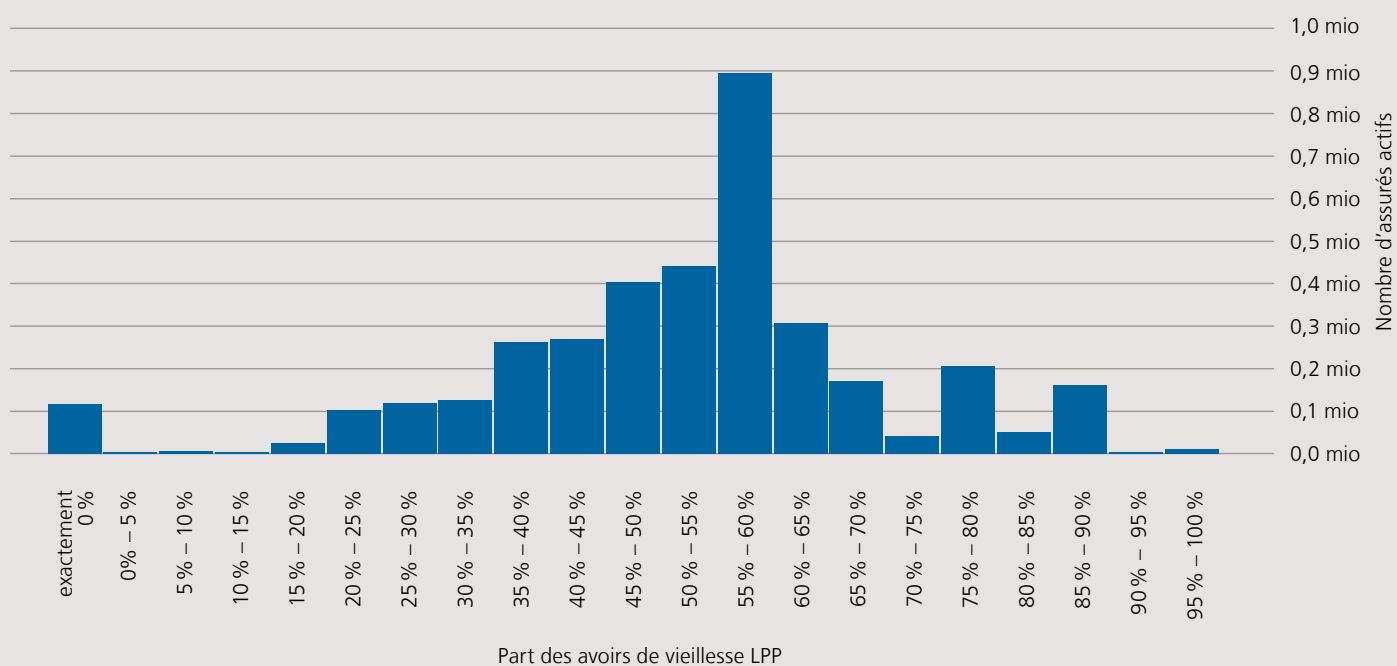
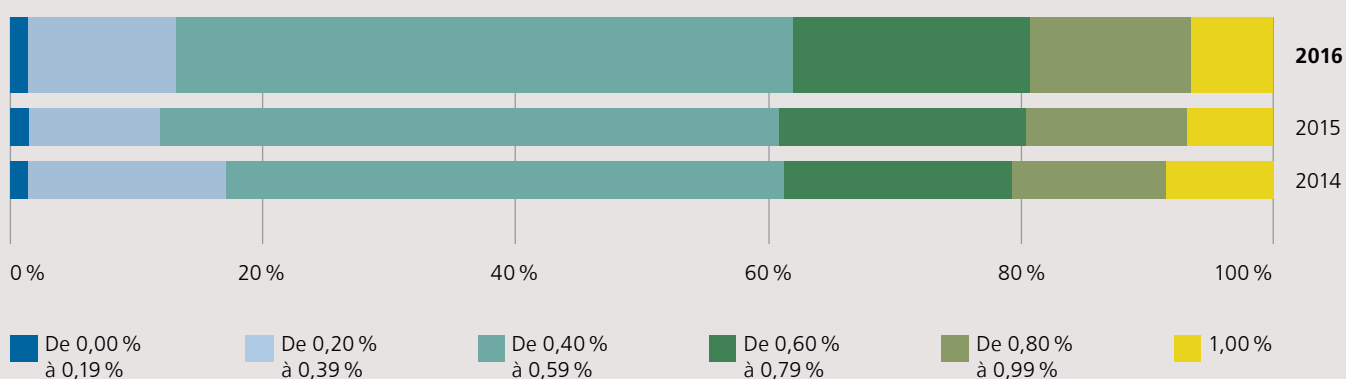


Fig. 24: Augmentation du taux de couverture en cas de réduction de 1 % de la rémunération des avoirs de vieillesse



7 Stratégie de placement

Pour garantir la rémunération de ses engagements, l'institution de prévoyance doit placer sa fortune. Elle pourrait théoriquement le faire en investissant dans des placements à faible risque (des obligations dont le terme correspond plus ou moins à l'échéance des engagements), autrement dit dans des placements qui évoluent pratiquement de la même manière que les engagements, même si les taux d'intérêt fluctuent. Cela réduirait le risque de fluctuation, pour autant que les engagements qui en résultent puissent être financés.

Lorsque l'on compare le taux d'intérêt technique moyen de 2,43 % (2,66 % l'année précédente) utilisé aujourd'hui par les institutions de prévoyance sans garantie étatique avec le rendement annuel de 3,1 % (3,0 % en 2015) réalisé par les obligations en francs suisses sur les dix dernières années (selon le Swiss Bond Index), on constate que, bien que non dénuée de risque, cette pratique était possible (en raison de la baisse massive des taux d'intérêt et des plus-values qui en résultaient).

Par contre, vu le niveau très faible du taux des obligations à dix ans de la Confédération à fin 2016 (environ -0,1 %, comme l'année précédente), il est clair qu'à l'avenir un taux d'intérêt technique de 2,43 % ne peut plus être financé uniquement de cette manière. Une telle stratégie imposerait aux employeurs et aux salariés des cotisations beaucoup plus élevées et des prestations beaucoup moins importantes. C'est pourquoi la plupart des institutions de prévoyance doivent prendre des risques de placement supplémentaires. Elles investissent dans des catégories de placement qui promettent en moyenne des rendements plus importants, mais qui n'évoluent pas de la même manière que les engagements, raison pour laquelle elles doivent constituer des réserves de fluctuation de valeur suffisantes.

7.1 Répartition des placements

On constate que la part stratégique des placements en valeurs réelles (immobilier, actions, placements alternatifs) est toujours en hausse, même si c'est moins fortement qu'auparavant (voir fig. 25). La part moyenne est actuellement de 57,6 % (56,4 % en 2015), alors qu'elle était encore de 53,0 % en 2013.

Les institutions de prévoyance déterminent leur stratégie de placement en fonction de la structure de leur effectif d'assurés, de la tolérance au risque des salariés et des employeurs, et de leurs propres attentes à l'égard de l'avenir. Les stratégies de placement choisies et l'équilibre recherché entre cotisations et rendement des placements présentent par conséquent des différences très marquées.

Pour 77 % des institutions de prévoyance, les valeurs réelles représentent plus de la moitié de l'ensemble des placements. Cette proportion a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (73 %) (voir fig. 26).

Fig. 25: Stratégie de placement : répartition entre les principales catégories de placement

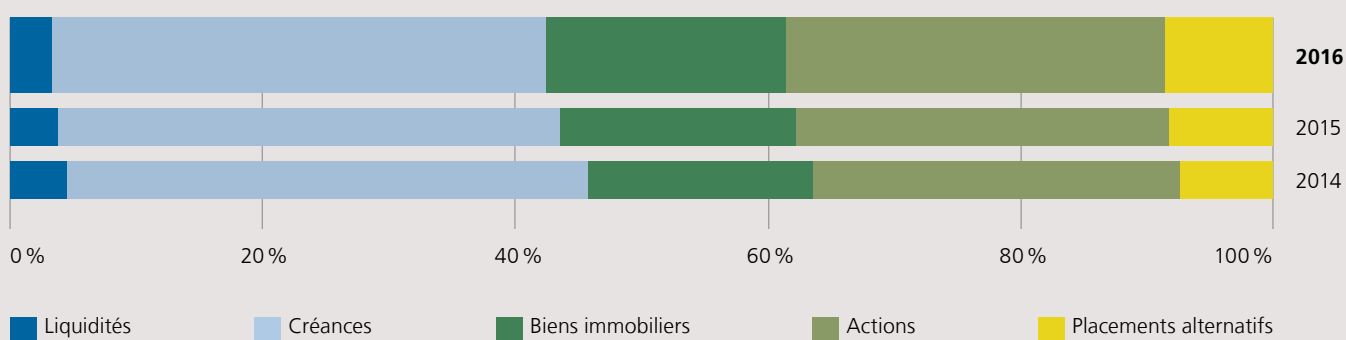


Fig. 26: Part des valeurs réelles dans les stratégies de placement

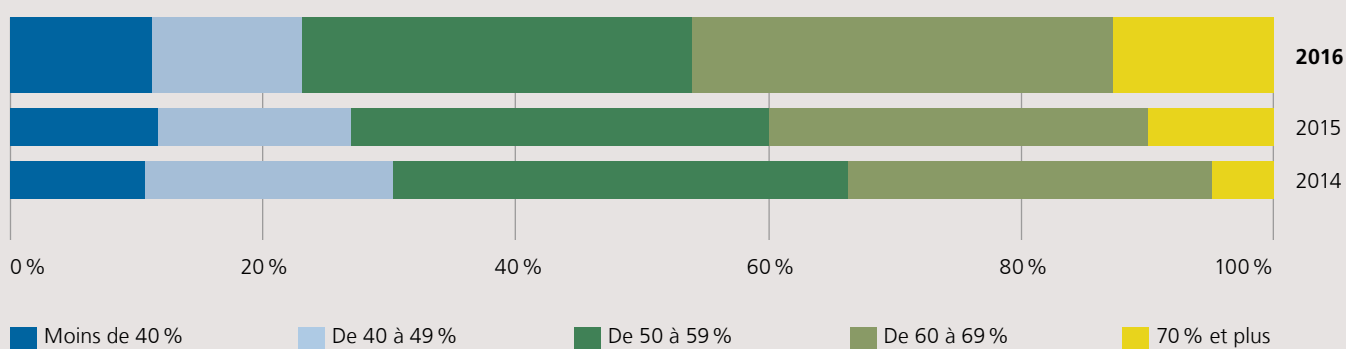


Fig. 27: Répartition des placements des institutions de prévoyance en sous-catégories

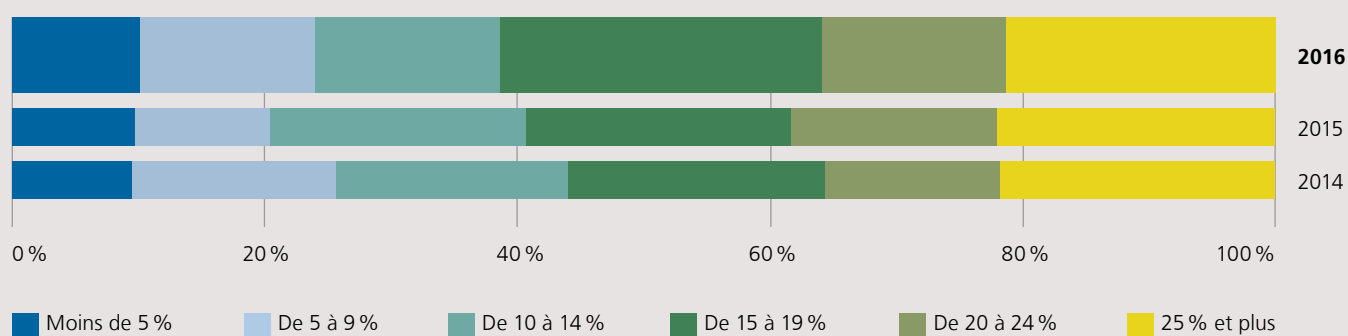
	2016	2015	2014
Liquidités	3,3 %	3,7 %	4,6 %
Obligations d'Etat CHF	9,1 %	9,1 %	9,1 %
Obligations d'entreprises CHF	12,0 %	13,2 %	14,0 %
Obligations en devises étrangères	18,0 %	17,5 %	18,1 %
Obligations	39,1 %	39,9 %	41,1 %
Immobilier résidentiel suisse, placements directs	8,1 %	7,2 %	7,5 %
Immobilier commercial suisse, placements directs	1,4 %	1,1 %	1,6 %
Fonds immobiliers suisses	7,3 %	8,1 %	6,8 %
Immobilier à l'étranger	2,3 %	2,2 %	2,1 %
Immobilier	19,1 %	18,6 %	18,0 %
Actions suisses	9,8 %	9,4 %	8,8 %
Actions pays industrialisés	15,5 %	15,3 %	15,1 %
Actions pays émergents	4,7 %	4,9 %	5,0 %
Actions	30,0 %	29,6 %	29,0 %
Hedge funds	2,5 %	2,5 %	2,0 %
Private equity	2,2 %	1,9 %	1,8 %
Placements d'infrastructures	0,8 %	0,5 %	0,5 %
Créances alternatives	0,8 %	0,6 %	0,4 %
Autres placements alternatifs	2,2 %	2,7 %	2,7 %
Placements alternatifs	8,5 %	8,2 %	7,4 %

Bien qu'elle constitue toujours la plus grande part stratégique des placements, la part des obligations a légèrement reculé ces trois dernières années (de 2014 à 2016). La part des liquidités a également baissé, mais l'introduction de taux d'intérêt négatifs doit avoir joué un rôle. En revanche, la part de toutes les autres catégories de placement a augmenté: immobilier, actions et placements alternatifs. Cette tendance a persisté lors de l'exercice sous revue mais dans une mesure nettement moindre que les années précédentes. Au vu des présentes

analyses, la plupart des institutions de prévoyance ont considéré que leur allocation stratégique au cours de l'exercice sous revue ne devait pas être modifiée par rapport à l'exercice précédent pour être optimale.

La part des placements en devises étrangères, sans couverture du risque de change (voir fig. 28), a légèrement baissé en 2016 (16,6 %) par rapport à l'année précédente (17,0 %).

Fig. 28: Exposition au risque de change

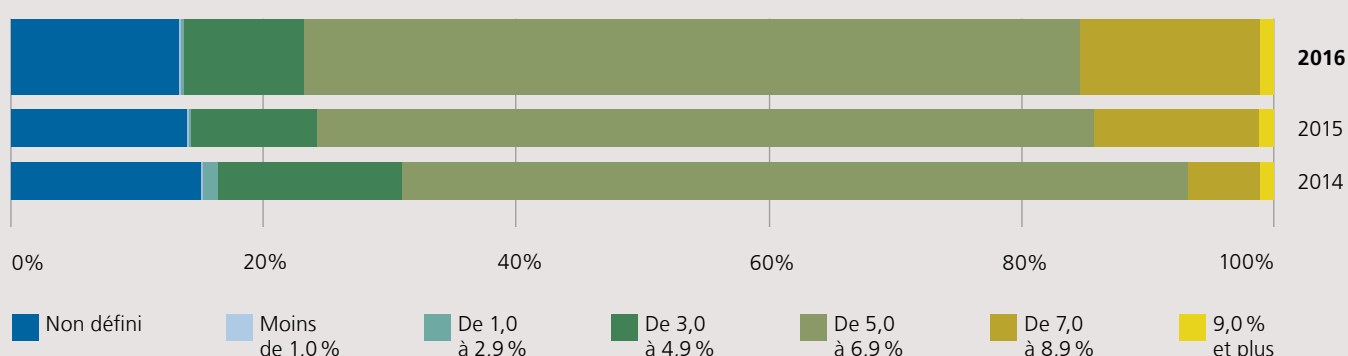


7.2 La volatilité comme mesure du risque de placement

Le risque de placement est mesuré à l'aune de la volatilité, par quoi on comprend les fluctuations attendues du rendement des placements. Des données historiques sur dix ans ont été utilisées comme base pour ces mesures de fluctuation (volatilité) des différentes catégories de placement et pour les relations entre ces mesures (corrélations).

La majeure partie du capital de prévoyance est investie à l'aide d'une stratégie de placement dont la volatilité annuelle estimée est comprise entre 5 % et 7 % (voir fig. 29), ce qui, en supposant une distribution normale, signifie une diminution du taux de couverture d'au moins 5 % tous les quatre à six ans. 1 % du capital de prévoyance a une volatilité de 9 % ou plus, ce qui correspond auprès des institutions de prévoyance concernées à un recul attendu du taux de couverture d'au moins 9 % tous les quatre à six ans.

Fig. 29: Volatilité estimée



7.3 Réserves de fluctuation de valeur

La valeur cible moyenne des réserves de fluctuation de valeur a baissé de 0,4 point, passant de 18,4 % en 2015 à 18,0 % en 2016. Plus précisément, un peu plus de 300 institutions de prévoyance ont relevé la valeur cible de leurs réserves de fluctuation de valeur, tandis que près de 200 autres l'ont abaissée. Parmi celles-ci figurent quelques très grandes institutions de prévoyance, et leur poids explique qu'au final la valeur cible moyenne ait baissé. Les autres institutions de prévoyance n'ont pas modifié cette valeur.

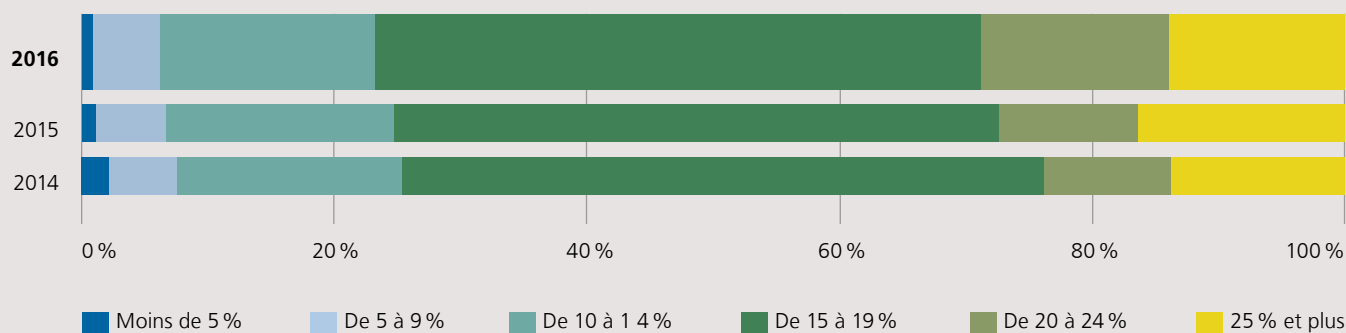
De manière générale, on aurait pu attendre un léger relèvement de la valeur cible moyenne des réserves de fluctuation de valeur, vu la légère hausse de la volatilité des marchés.

7.4 Appréciation

En matière de placements, les institutions de prévoyance sont obligées de prendre et de supporter des risques. Leurs objectifs de rendement les soumettent actuellement à une forte pression, en raison des engagements existants et du niveau des taux d'intérêt. Même si la part des placements à risque a de nouveau légèrement augmenté durant l'exercice 2016 au détriment des obligations et des liquidités, les stratégies de placement des institutions de prévoyance restent pour la plupart stables.

Les institutions de prévoyance ont atteint 39 % de la valeur cible des réserves de fluctuation de valeur (37 % l'année précédente). Cette augmentation s'explique par des taux de couverture légèrement plus élevés.

Fig. 30: Valeur cible des réserves de fluctuation de valeur



8 Risque global et ses composantes

Le taux de couverture n'est pas à lui seul une indication suffisante pour estimer le risque global auquel sont exposées les institutions de prévoyance. Il en dit trop peu sur les risques résultant des changements qui pourraient survenir. Le risque global est donc estimé, comme les années précédentes, sur la base des éléments suivants :

- taux de couverture calculé sur des bases uniformes ;
- promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite ;
- capacité d'assainissement ;
- stratégie de placement.

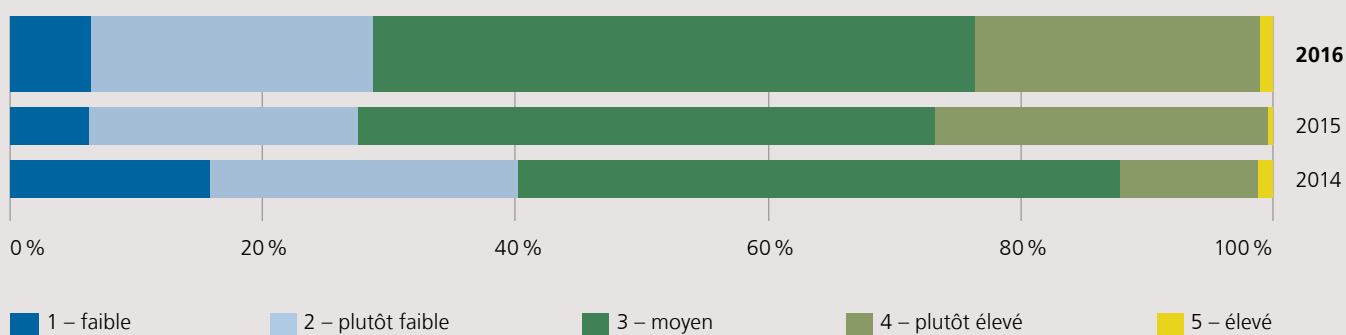
Comme le taux de couverture constitue la principale composante du risque, on lui attribue un facteur de pondération de 2. Ce facteur est de 1 pour les autres composantes. Cette catégorisation, la CHS PP en est consciente, est très schématique ; elle sert uniquement à présenter une analyse des

risques systémiques et non à évaluer la situation individuelle d'une institution de prévoyance.

8.1 Composantes du risque

Pour évaluer le risque lié au taux de couverture, on recourt à une évaluation de ce taux moyennant des bases uniformes. La CHS PP s'est basée sur un taux d'intérêt technique moyen de 2,4 % (2,6 % en 2015) et sur les bases techniques LPP 2015 en tant que table de génération. Le produit des placements en 2016, généralement suffisant pour rémunérer les capitaux de couverture, a permis aux institutions de prévoyance de stabiliser leur taux de couverture et, partant, de garder inchangées les valeurs de ce risque. 24 % des institutions de prévoyance sans garantie étatique (contre 27 % en 2015¹¹) présentent un niveau de risque plutôt élevé ou élevé (voir fig. 31).

Fig. 31 : Risque lié au taux de couverture



11 La classification du risque des institutions totalement réassurées a été modifiée.

Les institutions de prévoyance présentent toujours les valeurs de risque les plus élevées dans le domaine qui concerne les promesses d'intérêts. Le risque moyen avait reculé l'année précédente, mais il est de nouveau quasiment au niveau qu'il connaissait en 2014. 52 % des institutions de prévoyance (contre 66 % en 2015) présentent un niveau de risque plutôt élevé ou élevé lié aux promesses d'intérêts (voir fig. 32). La promesse d'intérêts est en moyenne de 2,97 %, ce qui est nettement plus élevé que le taux d'intérêt technique moyen de 2,43 % utilisé.

Le risque lié à la capacité d'assainissement n'a pas subi de grandes modifications depuis des années. La part des institutions de prévoyance qui présentent un risque plutôt élevé ou élevé est de 50 % (48 % en 2015), alors qu'une très faible part d'institutions de prévoyance affiche un risque élevé (voir fig. 33). Cela montre clairement qu'un assainissement ne serait pas une tâche facile pour la majorité des institutions de prévoyance. Il est donc primordial que la majorité de celles-ci calculent leurs engagements de manière réaliste.

Le risque lié à la stratégie de placement est calculé en fonction de la volatilité des rendements estimée pour la stratégie de placement (écart standard). Pour générer les revenus dont elles ont besoin, les institutions de prévoyance ont pris un peu plus de risques dans leurs placements en 2016 que l'année précédente. 41 % (contre 33 % en 2015) d'entre elles présentent un niveau de risque plutôt élevé ou élevé (voir fig. 34).

8.2 Risque global

Le risque global a reculé en 2016, mais il reste encore supérieur au niveau atteint en 2014. La sensible amélioration que l'on constate au niveau du risque lié aux promesses d'intérêts, principalement due au fait que les institutions de prévoyance ont procédé à de nouvelles baisses de leur taux de conversion, y est pour beaucoup.

24 % (contre 32 % en 2015) des institutions de prévoyance présentent un niveau de risque plutôt élevé ou élevé. Il est à souligner que très peu d'entre elles présentent un niveau de risque élevé (voir fig. 35).

Fig. 32: Risque lié aux promesses d'intérêts

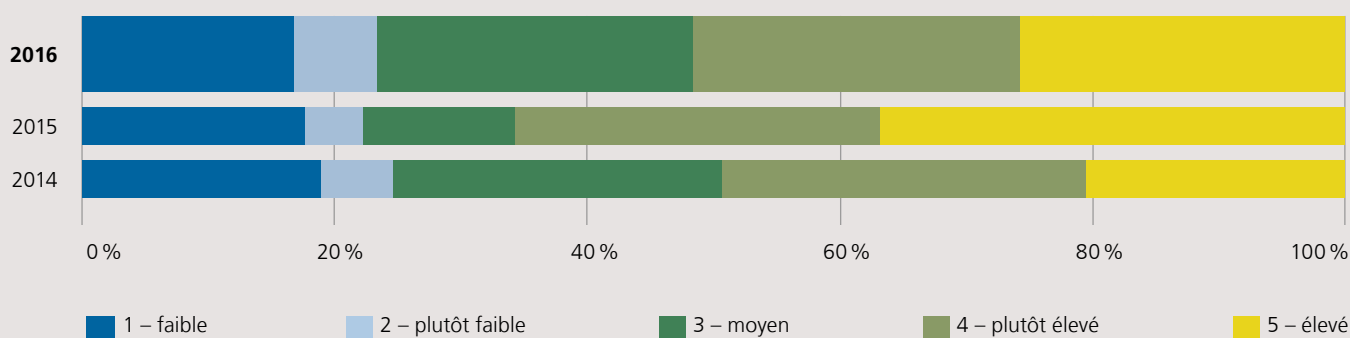


Fig. 33: Risque lié à la capacité d'assainissement

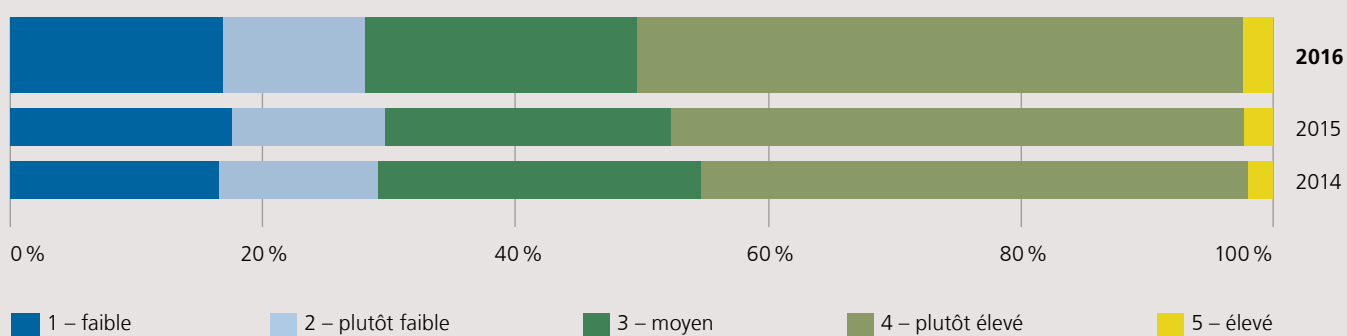


Fig. 34: Risque lié à la stratégie de placement

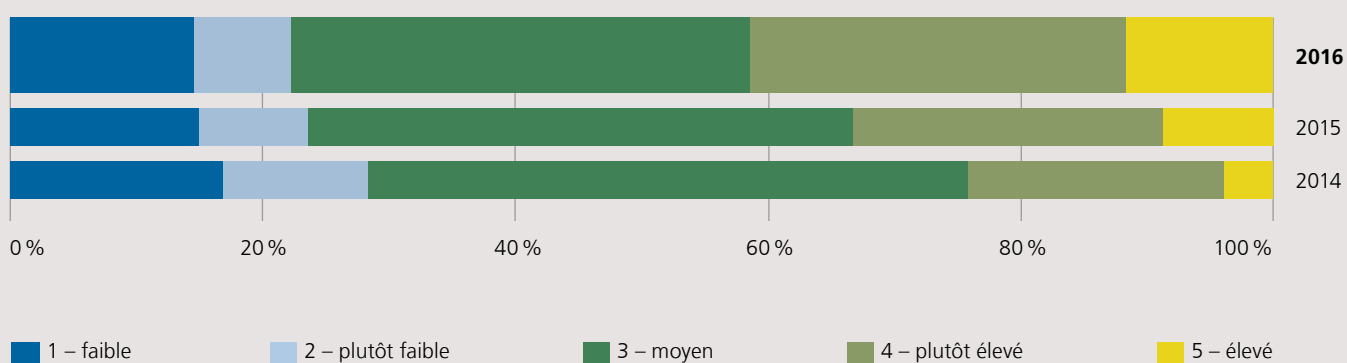
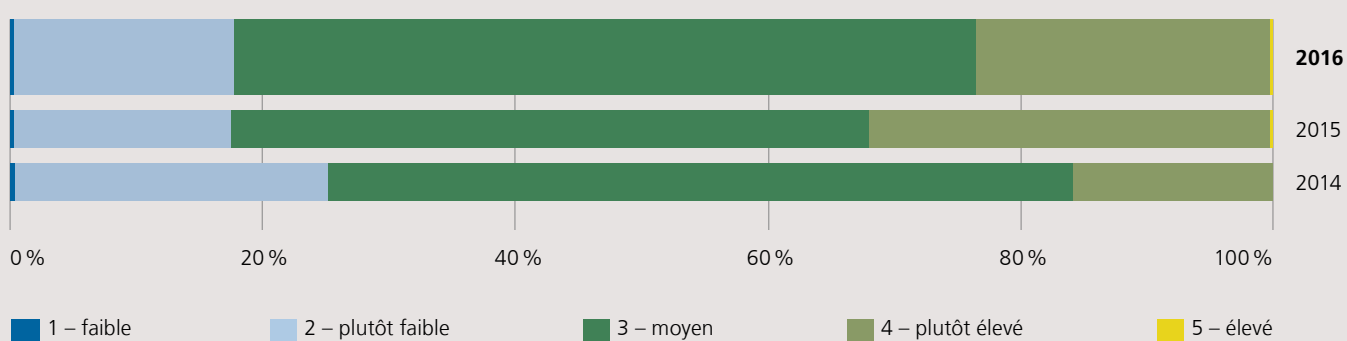


Fig. 35: Risque global



8.3 Appréciation

Tout système de prévoyance comporte des risques. Financé par répartition, le système du 1^{er} pilier est surtout sujet aux risques liés à l'évolution démographique et à l'évolution économique. En revanche, pour le 2^e pilier, financé par capitalisation, les principaux risques résident dans l'évolution de l'espérance de vie et dans l'évolution à court et à long terme des marchés des capitaux suisses et mondiaux.

Les institutions de prévoyance ne peuvent donc pas financer leurs prestations sans s'exposer à des risques. Le risque global auquel les institutions de prévoyance suisses sont exposées a diminué l'année dernière grâce à la réduction des promesses d'intérêts que constituent pour l'essentiel les taux de conversion.

Même si elles ont continué de diminuer l'année dernière, les promesses d'intérêts restent pour le moment encore nettement supérieures à la moyenne des taux d'intérêt technique utilisés. Or il n'est pas possible d'atteindre les valeurs cibles sans prendre des risques, vu la faiblesse actuelle des taux d'intérêt. À moyen terme, les institutions de prévoyance devront

se baser sur des perspectives de rendement moins élevées et s'attendre à ce que leurs positions en actions et en obligations subissent des reculs. Il est donc probable que l'environnement des marchés pousse les institutions de prévoyance à réduire encore leur taux d'intérêt technique et leur taux de conversion. Les rentes en cours ne peuvent être baissées.

C'est à l'organe suprême de l'institution qu'il revient de prendre des mesures pour réduire les risques. Compte tenu de la grande faiblesse des taux d'intérêt, de l'augmentation attendue de la proportion de rentiers et de la faible capacité d'assainissement moyenne, d'autres acteurs, notamment les employeurs et les responsables politiques, sont appelés à faciliter l'émergence de solutions à la fois réalistes et supportables pour toutes les parties concernées. Avec la mise en œuvre de la réforme Prévoyance vieillesse 2020, les risques dans le domaine de la prévoyance professionnelle pourront être davantage réduits, étant donné que les institutions de prévoyance présentant une grande proportion d'avoirs de vieillesse LPP dans leur fortune pourront elles aussi abaisser leur taux de conversion.

9 Mesures d'assainissement

9.1 Contexte

Au 31 décembre 2016, 56 institutions de prévoyance sans garantie étatique¹² (contre 128 en 2015), réunissant un capital de prévoyance de 49 milliards de francs, étaient en situation de découvert et donc tenues par la loi de prendre des mesures d'assainissement adaptées à leur situation. Ces chiffres ne comprennent pas les caisses de pension en découvert qui sont affiliées à une institution de prévoyance dont le taux de couverture global est supérieur à 100 %.

Les mesures d'assainissement envisagées, décidées ou mises en œuvre par les institutions de prévoyance sont classées dans les catégories suivantes en fonction de leur efficacité :

- mesures à effets très importants : contribution de l'employeur ou d'un fonds de bienfaisance, application d'un taux d'intérêt nul (pour les institutions de prévoyance enveloppantes), augmentation des cotisations, prélèvement de cotisations d'assainissement auprès des employeurs et des salariés ;
- mesures à effets modérés : prise en charge des frais d'administration ou financement de prestations par l'employeur, renonciation de l'employeur à utiliser les réserves

de cotisation d'employeur ou garantie de couverture de l'employeur, réduction du taux d'intérêt, contribution d'assainissement de la part des rentiers, adaptation ou réduction des prestations futures ;

- mesures à effets limités : amélioration de la gestion des risques (par ex., optimisation de la réassurance), réduction des frais de gestion et suspension des retraits anticipés à titre d'acquisition du logement, adaptation de la stratégie de placement.

9.2 Mesures prises en cas de découvert

Parmi les 56 institutions de prévoyance en situation de découvert, 44 ont d'ores et déjà décidé ou mis en œuvre des mesures. Les 12 autres n'ont pas (encore) pris de décision, mais certaines d'entre elles ont prévu d'en prendre. On peut partir du principe que plus le taux de couverture est bas et le risque élevé, plus les mesures d'assainissement à prendre doivent être importantes.

L'intensité des mesures d'assainissement décidées et mises en œuvre par les institutions de prévoyance en situation de découvert se présente comme suit, en fonction du risque global.

Fig. 36: Institutions de prévoyance en découvert

Nombre d'IP ayant pris des mesures 2016	Aucune mesure	Effets limités	Effets modérés	Effets importants	Total
Niveau de risque 1 – faible	0	0	0	0	0
Niveau de risque 2 – plutôt faible	0	0	0	0	0
Niveau de risque 3 – moyen	3	1	2	3	9
Niveau de risque 4 – plutôt élevé	6	6	1	28	41
Niveau de risque 5 – élevé	3	0	0	3	6
Total	12	7	3	34	56

9.3 Appréciation

L'évaluation du risque effectuée par la CHS PP selon son analyse des risques souligne dans la majorité des cas l'importance des mesures d'assainissement adoptées. C'est pourquoi les autorités chargées de la surveillance directe sont tenues d'en

faire l'analyse et de demander d'autres mesures aux institutions de prévoyance, si nécessaire.

¹² Seules sont prises en considération les institutions de prévoyance avec RCEiR lorsqu'elles se trouvent effectivement en découvert, contrairement à l'année précédente.

10 Institutions de prévoyance avec garantie étatique

10.1 Contexte

Le nombre d'institutions de prévoyance avec garantie étatique n'a cessé de diminuer ces dernières années. Alors que l'enquête effectuée au 31 décembre 2012 en recensait 66, le présent rapport n'en dénombre plus que 39. Ces institutions comprennent ensemble 9,6 % de l'effectif total des assurés (actifs et rentiers) et 14,8 % du capital de prévoyance total, provisions techniques incluses. Les observations relatives à ce groupe seront désormais abordées dans un chapitre distinct, étant donné que la diminution du nombre de ces institutions réduit la pertinence des considérations statistiques. Même si les institutions concernées sont en général d'une taille supérieure à la moyenne, leur poids dans le système a perdu en importance.

Les institutions de prévoyance avec garantie étatique comprennent aussi bien des institutions ayant pour but ou pratiquant déjà une gestion selon le système de la capitalisation complète que des institutions qui ont choisi le système de la capitalisation partielle visé à l'art. 72a LPP. La garantie étatique ne peut être supprimée qu'à partir du moment où l'institution de prévoyance satisfait aux exigences en matière de capitalisation complète et qu'elle possède des réserves de fluctuation de valeur suffisantes.

Le présent chapitre donne un aperçu des institutions de prévoyance avec garantie étatique et une comparaison de celles-ci avec les institutions de prévoyance sans garantie étatique. Tous les graphiques présentés dans le dernier rapport sont mis à jour et disponibles sur la page d'accueil du site Internet de la commission. Cela concerne également ceux qui ne sont plus publiés dans le présent rapport.

10.2 Bases techniques et taux de couverture

Les bases techniques VZ se réfèrent aux données des institutions de prévoyance d'employeurs de droit public tels que la Confédération, les cantons et les communes. Aussi sont-elles utilisées de manière prépondérante par les institutions de ce type pour comptabiliser les capitaux de prévoyance liés aux rentes. Les bases VZ publiées dans la nouvelle édition de décembre 2016 (VZ 2015) servent à comptabiliser les 11 % des engagements des institutions de prévoyance avec garantie étatique. Les versions antérieures des bases VZ (VZ 2010 ou VZ 2005) sont utilisées pour 55 % de ces engagements.

La proportion des institutions qui utilisent des tables de génération est nettement plus faible parmi les institutions de prévoyance avec garantie étatique que parmi les institutions sans garantie étatique. Pour la clôture de l'exercice 2015, selon les informations transmises par les institutions de prévoyance avec garantie étatique, environ 21 % des engagements de ces institutions liés aux rentes ont été calculés sur la base des tables de génération. Cette proportion a légèrement diminué en 2016 (18 %).

Les institutions de prévoyance avec garantie étatique présentent une très forte tendance à réduire leurs taux d'intérêt technique (voir fig. 37), au point que plus aucune n'applique un taux supérieur à 4 %. En 2016, le taux d'intérêt technique moyen servant à comptabiliser les engagements liés aux rentes des institutions de prévoyance avec garantie étatique a baissé, passant de 3,11 % à 2,84 %. Ce taux reste nettement supérieur à celui qu'affichent les institutions sans garantie étatique, qui est en moyenne de 2,43 %.

Environ 55 % des engagements présentent un taux de couverture inférieur à 80 %. Cela s'explique par le fait que 28 des 39 institutions de prévoyance avec garantie étatique sont régies par le système de la capitalisation partielle au sens de l'art. 72a LPP et qu'elles ne visent qu'une couverture de 80 à 100 %.

Environ 96 % des capitaux de prévoyance sont assurés dans des institutions de prévoyance qui n'ont pas encore atteint le taux de couverture visé dans la capitalisation partielle (voir fig. 38). Conformément aux dispositions entrées en force en 2012, le taux de couverture visé doit être atteint en 2052. Fin 2016, l'écart était supérieur à 10 points de pourcentage par rapport à la valeur cible pour les institutions de prévoyance représentant 36 % des capitaux engagés.

Comparé au rapport de l'année dernière, le taux de couverture calculé sur des bases uniformes (LPP 2015, tables de génération 2,4 %) fait apparaître un tableau contrasté (voir fig. 39). D'un côté, la part du capital de prévoyance géré par les institutions de prévoyance dont le taux de couverture est inférieur à 90 % a légèrement baissé. Mais de l'autre, la part du capital de prévoyance détenu par des institutions de prévoyance dont le taux de couverture est supérieur à 100 % a également baissé. C'est donc dans les institutions présentant un taux de couverture de 90,0 % à 99,9 % que la croissance est la plus forte.

Fig. 37: Taux d'intérêt technique

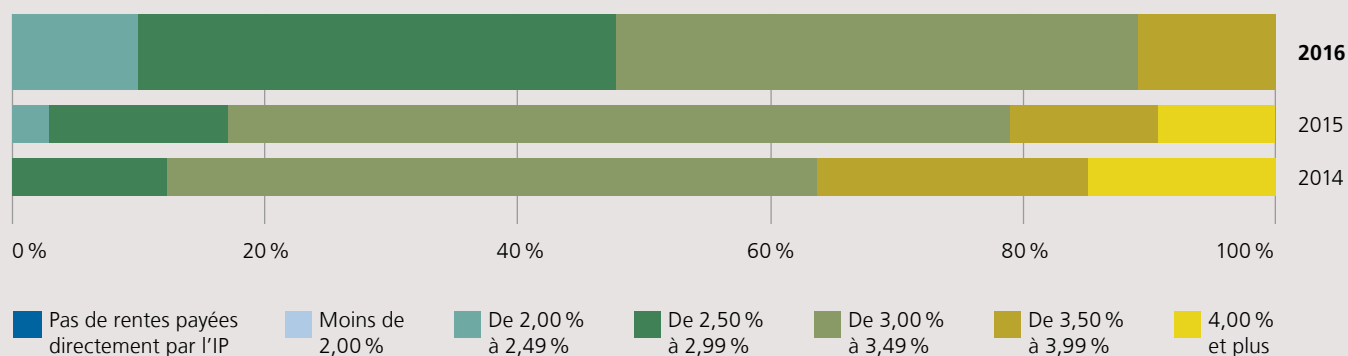


Fig. 38: Écart avec le taux de couverture visé (seulement en cas de capitalisation partielle)

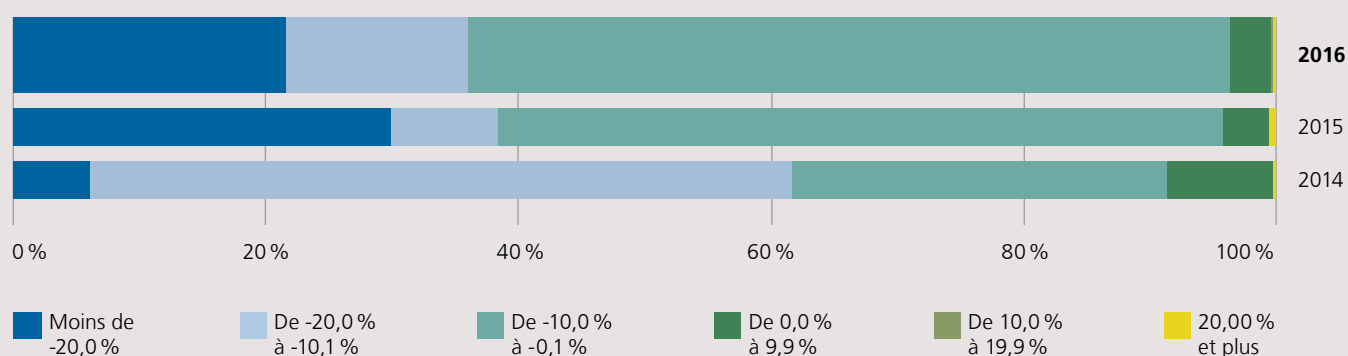
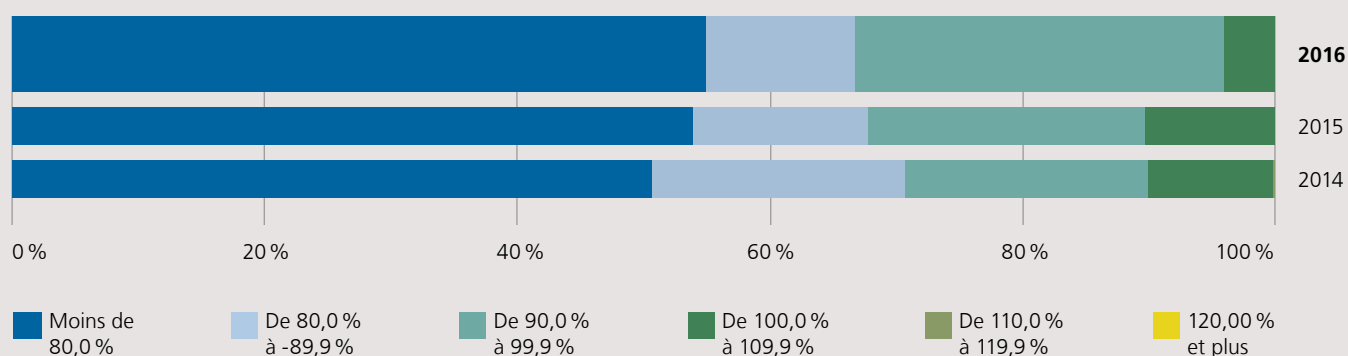


Fig. 39: Taux de couverture calculé sur des bases uniformes



10.3 Promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite

Pour la première fois, les institutions de prévoyance avec garantie étatique verseront moins de futures prestations de vieillesse selon le principe de la primauté des prestations que selon la primauté des cotisations. La proportion en primauté de prestations a fortement diminué ces dernières années. À la fin 2016, cette proportion est encore de 47,3 % (57,4 % l'année précédente).

La promesse d'intérêts s'est nettement réduite ces dernières années (voir fig. 40). Mais dans les institutions de prévoyance avec garantie étatique, elle est restée, avec une moyenne de 3,34 % (3,69 % en 2015), supérieure de 0,5 % (0,6 % en 2015) à la moyenne des taux d'intérêt technique appliqués. En moyenne, la promesse d'intérêts des institutions de prévoyance avec garantie étatique est supérieure de 0,4 % (même chiffre qu'en 2015) à celle des institutions de prévoyance sans garantie étatique.

10.4 Structure et capacité d'assainissement

Qu'elle soit combinée à des contributions d'assainissement ou à une diminution de la rémunération des avoirs de vieillesse, la capacité d'assainissement des institutions de prévoyance avec garantie étatique est en général très limitée. Cela s'explique par le fait que ces institutions de prévoyance créées il y a longtemps prennent souvent des engagements considérables envers les rentiers. Dans ces circonstances, le prélèvement de cotisations d'assainissement sur les salaires des assurés actifs et l'abaissement de la rémunération des capitaux de prévoyance de ces mêmes actifs ne parviennent à améliorer la situation financière que de manière limitée. Ces mesures ont souvent un faible impact sur le taux de couverture, bien que la part des avoirs LPP dans l'ensemble du capital de prévoyance des assurés actifs (39,6 %) soit quelque peu inférieure à celle qu'on observe dans les institutions de prévoyance sans garantie étatique (44,3 %), ce qui donne généralement plus d'efficacité à une réduction de la rémunération des avoirs de vieillesse.

10.5 Stratégie de placement

L'enquête n'a révélé aucune différence notable dans la politique de placement entre les institutions de prévoyance avec garantie étatique et les autres institutions de prévoyance.

Par rapport à l'année précédente, le niveau de la valeur cible des réserves de fluctuation de valeur n'a pas fortement varié en 2016 dans les institutions de prévoyance avec garantie étatique (voir fig. 41). Comme la suppression de la garantie étatique n'est légalement possible que lorsque cette cible est atteinte, cette valeur revêt une importance fondamentale pour les institutions de prévoyance avec garantie étatique ayant pour but une gestion selon le système de la capitalisation complète et la suppression de la garantie étatique.

En moyenne, la valeur cible des institutions de prévoyance avec garantie étatique est inférieure de 3,0 points (3,6 points en 2015) à celle des institutions sans garantie étatique. Mais la volatilité estimée est, en moyenne, comparable dans les deux types d'institutions (6,2 % avec garantie étatique, 6,1 % sans garantie étatique).

10.6 Risque global et ses composantes

Dans trois des quatre composantes de risque examinées (taux de couverture calculé sur des bases uniformes, promesse d'intérêts au moment du départ à la retraite et capacité d'assainissement), les institutions de prévoyance avec garantie étatique présentent des risques nettement plus élevés que les institutions sans garantie étatique. Pour chacune de ces composantes de risque, la moitié au moins des institutions de prévoyance (pondérée en fonction du capital) se situe à un niveau de risque élevé ou très élevé. En ce qui concerne la stratégie de placement (quatrième dimension examinée), les institutions de prévoyance avec garantie étatique et celles sans garantie étatique présentent des risques similaires.

Toutes les institutions de prévoyance avec garantie étatique présentent un risque global moyen ou élevé (voir fig. 42). Par rapport aux années précédentes, la proportion des institutions présentant un risque moyen a augmenté. Le risque global est nettement plus élevé dans les institutions de prévoyance avec garantie étatique que dans celles qui n'ont pas de garantie étatique.

Fig. 40: Promesse d'intérêts relative aux futures rentes

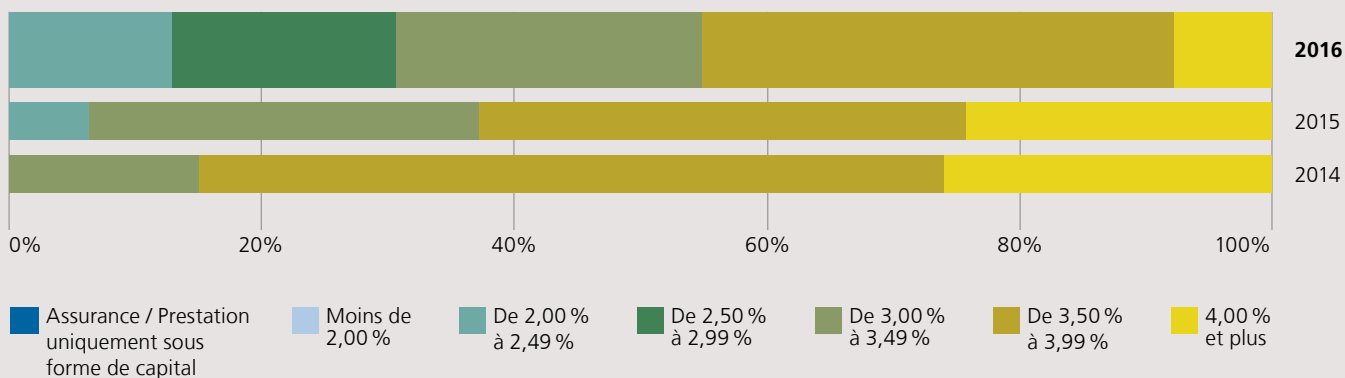


Fig. 41: Valeur cible des réserves de fluctuation de valeur

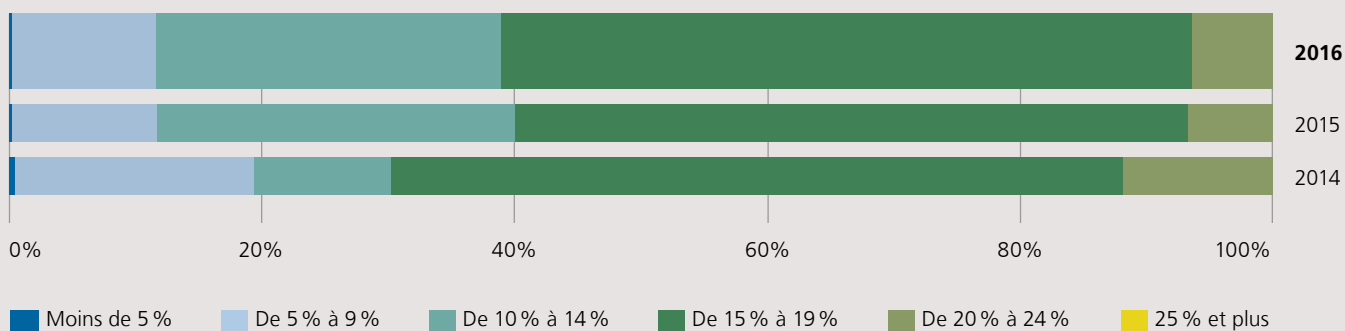
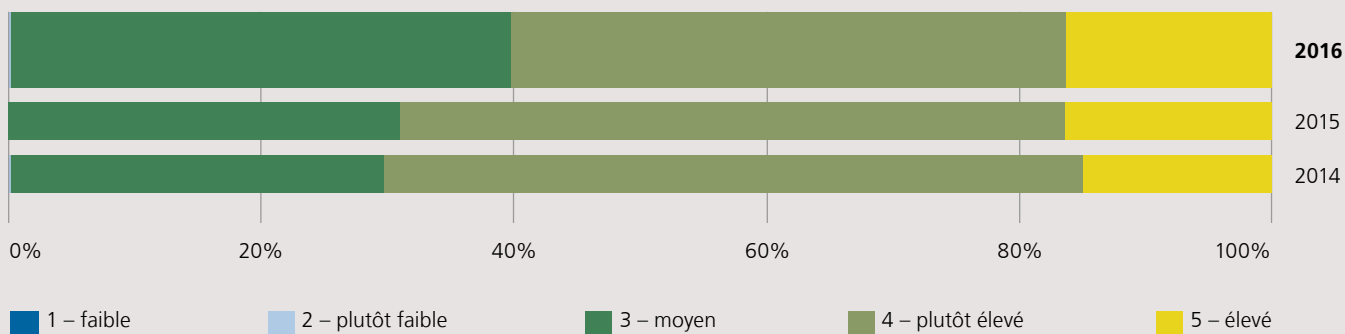


Fig. 42: Risque global



11 Annexe

Les données relatives aux graphiques publiés dans le présent rapport et les chiffres concernant les institutions de prévoyance, les assurés actifs, les rentiers et les capitaux de prévoyance sont disponibles en format Excel sur le site Internet de la CHS PP : <http://www.oak-bv.admin.ch/fr/themes/recensement-situation-financiere/index.html>.

D'autres documents (au format PDF) se trouvent sur la même page, tels que le questionnaire adressé aux institutions de prévoyance, le guide qui l'accompagnait (comprenant les définitions des termes techniques utilisés) et une note sur la méthode employée pour calculer les chiffres clés et les niveaux de risque. Le présent rapport y figure également (au format PDF ou ePaper).

11.1 Caractéristiques des institutions de prévoyance

Fig. 43: Forme juridique

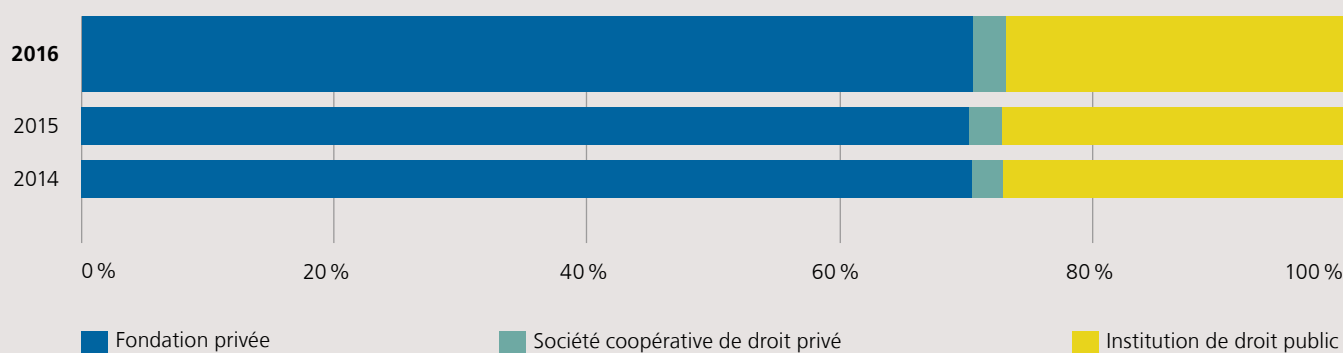


Fig. 44: Employeurs et forme de garantie

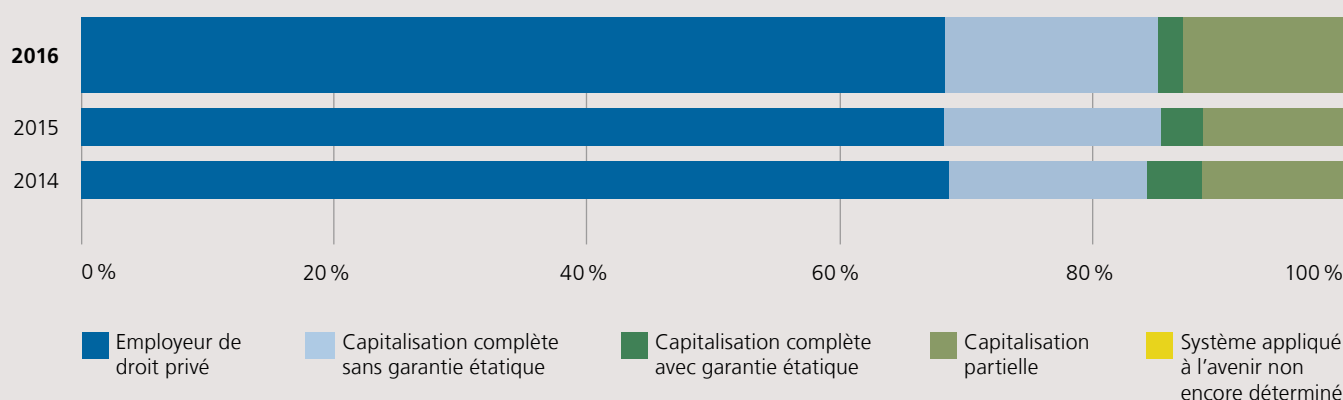


Fig. 45: Couverture d'assurance

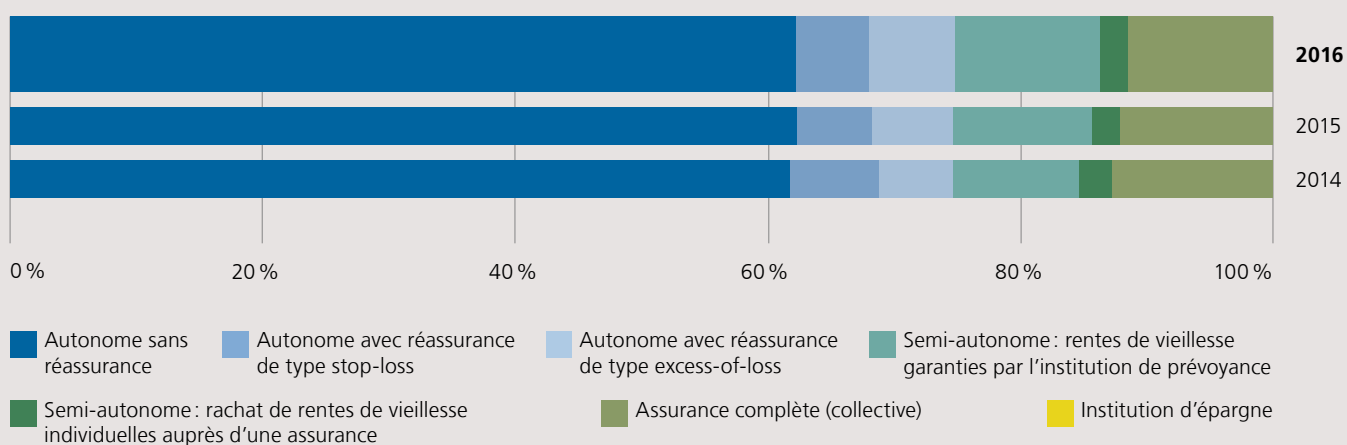
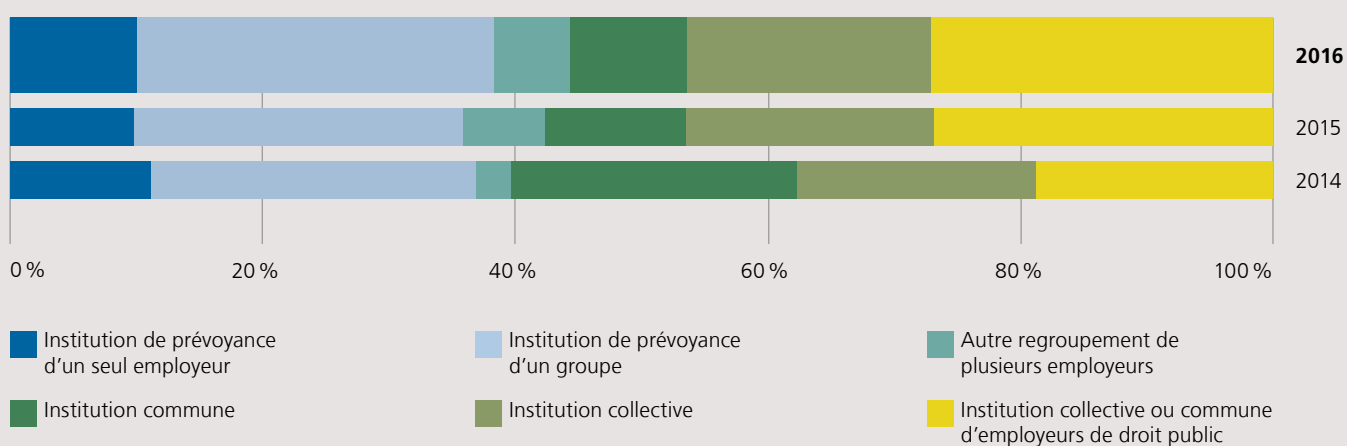


Fig. 46: Forme administrative



11.2 Calcul des niveaux de risque

Les niveaux de risque sont calculés avec le même modèle que l'année précédente. Les paramètres utilisés pour les calculs de l'exercice 2016 sont les suivants.

Taux de couverture calculé sur des bases uniformes

Le niveau de risque est attribué comme suit :

Taux de couverture IP sans garantie étatique	Niveau de risque
≥ 120,0 %	1
110,0 % – 119,9 %	2
100,0 % – 109,9 %	3
90,0 % – 99,9 %	4
< 90,0 %	5

Taux de couverture IP avec garantie étatique	Niveau de risque
≥ 100,0 %	1
90,0 % – 99,9 %	2
80,0 % – 89,9 %	3
70,0 % – 79,9 %	4
< 70,0 %	5

Promesses d'intérêts au moment du départ à la retraite

La promesse d'intérêts au moment du départ à la retraite est déterminée au moyen de la promesse d'intérêts pour la prestation de vieillesse :

Promesse d'intérêts	Niveau de risque
Pas de promesse d'intérêts	1
< 1,25 %	1
1,25 % – 1,99 %	2
2,00 % – 2,74 %	3
2,75 % – 3,49 %	4
≥ 3,50 %	5

Les institutions appliquant la primauté des prestations sont d'office créditées d'un niveau de risque supplémentaire et les formes mixtes, d'un demi-niveau.

Capacité d'assainissement

La capacité d'assainissement est mesurée à l'aune de la moyenne des deux effets suivants :

- l'amélioration du taux de couverture obtenue par des cotisations d'assainissement équivalant à 1 % de la somme des salaires ;
- l'amélioration du taux de couverture obtenue par une diminution de 0,5 % de la rémunération des avoirs de prévoyance LPP et de 1,5 % de la rémunération des capitaux de prévoyance dans le régime surobligatoire.

La moyenne qui en résulte est échelonnée comme suit :

Effet	Niveau de risque
≥ 0,80 %	1
0,60 % – 0,79 %	2
0,40 % – 0,59 %	3
0,20 % – 0,39 %	4
< 0,20 %	5

Stratégie de placement

Le risque de placement est calculé sur la base de la volatilité estimée (risque de fluctuation) de la stratégie, compte tenu de la part des placements en devises étrangères sans couverture du risque de change.

Volatilité (écart-type)	Niveau de risque
< 3,625 %	1
3,625 % – 4,874 %	2
4,875 % – 6,124 %	3
6,125 % – 7,374 %	4
≥ 7,375 %	5

11.3 Définitions

Enregistrement et étendue des prestations

Une institution de prévoyance enregistrée au sens de l'art. 48 LPP applique à ses assurés et aux rentiers le régime de l'assurance obligatoire selon la LPP. Les autres institutions de prévoyance offrent uniquement des prestations surobligatoires.

Forme juridique

En vertu de l'art. 48, al. 2, LPP et de l'art. 331, al. 1, CO, les institutions de prévoyance doivent revêtir la forme d'une fondation privée ou d'une société coopérative, ou être une institution de droit public.

Garantie de l'État

Les institutions de prévoyance d'employeurs de droit privé ne bénéficient pas d'une garantie de l'État. À l'inverse, les engagements des institutions de prévoyance d'employeurs de droit public peuvent être couverts par une garantie de l'État. Les institutions de prévoyance gérées selon le système de la

capitalisation partielle doivent bénéficier d'une garantie de l'État au sens de l'art. 72c LPP et fixer le taux de couverture visé à 80 % au minimum. Le communiqué n° 05/2012 de la CHS PP du 14 décembre 2012 fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Capitalisation partielle – taux de couverture initial

Les institutions de prévoyance des corporations de droit public qui appliquent le système de la capitalisation partielle doivent, en vertu de l'art. 72b LPP, fixer les taux de couverture initiaux au 1er janvier 2012. Le taux de couverture initial global (actifs et rentiers) est déterminant pour l'enquête.

Capitalisation partielle – taux de couverture visé

Le taux de couverture visé correspond au taux de couverture global, qui doit atteindre au moins 80 % au plus tard en 2052 (cf. art. 72a, al. 1, let. c, LPP et let. c des dispositions transitoires de la modification du 17 décembre 2010).

Forme administrative

Les formes administratives possibles sont les suivantes :

Variante	Description
Institution de prévoyance d'un seul employeur	Institution de prévoyance à laquelle seul le fondateur est affilié.
Institution de prévoyance d'un groupe, d'un holding ou d'une société mère	Institution de prévoyance à laquelle sont affiliés le fondateur et d'autres entreprises qui font partie du même groupe ou du même holding, dépendent de la même société mère ou sont étroitement liées sur le plan économique ou financier.
Institution de prévoyance d'un autre regroupement d'employeurs	Institution de prévoyance d'un regroupement d'au moins deux employeurs, créée exclusivement pour leurs employés. Dans cette catégorie, on retrouve entre autres les institutions de prévoyance d'entreprises qui auparavant étaient étroitement liées sur le plan économique ou financier.
Institution commune	Institution de prévoyance à laquelle sont affiliés plusieurs employeurs qui, en règle générale, n'entretiennent aucun lien économique ou financier entre eux. Les caractéristiques d'une institution commune sont une gestion commune du placement de la fortune ainsi qu'une unité comptable commune, qui permet de présenter un taux de couverture commun.
Institution collective	Institution de prévoyance à laquelle sont affiliés plusieurs employeurs qui, en règle générale, n'entretiennent aucun lien économique ou financier étroit entre eux. Des unités comptables distinctes sont formées chacune par un employeur affilié ou plusieurs. La caractéristique essentielle d'une institution collective est la pluralité des unités comptables, qui présentent en règle générale des taux de couverture individuels et ne créent pas de solidarités entre elles. La fortune placée peut être gérée en commun ou séparément pour chaque unité comptable.
Institution collective ou commune d'un employeur de droit public	Institution collective ou commune d'employeurs de droit public à laquelle sont affiliées des collectivités publiques, des entreprises semi-publiques et des entreprises ayant un lien particulier avec la Confédération, un canton ou une commune.

Couverture des prestations par une compagnie d'assurance

Les institutions de prévoyance peuvent prendre les formes suivantes :

Forme	Description
Autonome sans réassurance	L'institution de prévoyance supporte l'intégralité des risques (vieillesse, décès et invalidité).
Autonome avec assurance de type <i>stop-loss</i>	L'assurance <i>stop-loss</i> couvre, sur une période déterminée, toutes les prestations d'assurance, dès qu'une certaine somme a été dépassée. L'institution de prévoyance fixe le montant global des prestations qu'elle prendra à sa charge. Si la somme qu'elle a dû verser pour l'ensemble des sinistres dépasse ce montant, l'assurance <i>stop-loss</i> intervient et lui rembourse le montant excédentaire.
Autonome avec assurance de type <i>excess-of-loss</i>	L'assurance <i>excess-of-loss</i> couvre, pour chaque assuré, tous les risques dépassant une certaine somme que l'institution de prévoyance prend à sa charge. L'institution de prévoyance définit pour chaque assuré un montant forfaitaire qu'elle prendra à sa charge en cas de sinistre. Si le montant de sinistre est plus élevé, l'assurance intervient pour compenser la somme manquante.
Semi-autonome : rentes de vieillesse garanties par l'institution de prévoyance	Institution de prévoyance qui garantit elle-même les prestations de vieillesse, autrement dit qui prend en charge le risque de longévité, mais réassure les risques de décès et/ou d'invalidité.
Semi-autonome : rachat de rentes de vieillesse individuelles auprès d'une assurance	Institution de prévoyance qui constitue uniquement le capital d'épargne destiné à racheter des rentes de vieillesse auprès d'une compagnie d'assurance au moment du départ à la retraite. Elle prend en charge le risque de longévité, mais réassure tous les risques restants auprès d'une compagnie d'assurance.
Réassurance complète (collective)	Institution de prévoyance qui réassure l'intégralité des risques auprès d'une compagnie d'assurance.
Institution d'épargne	Institution qui a pour seul but l'épargne vieillesse et ne couvre donc pas les risques de décès et d'invalidité. Elle se distingue ainsi des institutions de prévoyance autonomes, qui couvrent tous les risques.

Les institutions de prévoyance ayant conclu à la fois une assurance de type *excess-of-loss* et une assurance de type *stop-loss* figurent dans la catégorie « Autonome avec assurance de type *excess-of-loss* ».

Taux de couverture

S'agissant du calcul du taux de couverture, il existe deux variantes pour les institutions de prévoyance comptant plus d'une caisse affiliée :

Variante	Description
Taux de couverture pour toute l'institution de prévoyance	C'est normalement le cas pour toutes les formes administratives, à l'exception des institutions collectives. Ce taux de couverture est déterminant en cas de liquidation partielle. Les institutions collectives aussi peuvent n'avoir qu'un seul taux de couverture. On ne tient pas compte des éventuels comptes administratifs (y c. comptes d'excédents, de fonds libres, etc.) ou des réserves de cotisations d'employeur qui ne sont à la disposition que d'une seule entreprise affiliée.
Taux de couverture par caisse affiliée	En cas de liquidation partielle, des taux de couverture différents s'appliquent aux différentes caisses affiliées. Il est en particulier possible que certaines caisses soient en découvert alors que d'autres présentent un taux de couverture supérieur à 100 %.

Primauté pour les prestations de vieillesse

Variante	Description
Primauté des cotisations	Dans ce système, les prestations de vieillesse sont fixées sur la base des cotisations versées ou du capital d'épargne ou de couverture constitué.
Primauté des prestations	Dans ce système, les prestations de vieillesse sont définies par le règlement en pourcentage du salaire assuré, qui peut être le dernier salaire assuré ou le salaire moyen de plusieurs années précédant la retraite. Le pourcentage du salaire assuré dépend généralement de l'âge de l'assuré ainsi que des années de cotisation et des années d'assurance rachetées.
Forme mixte (combinaison de primauté des cotisations et des prestations)	Système combinant des éléments de la primauté des cotisations et de la primauté des prestations.
Institution 1e (avec choix de la stratégie de placement en vertu de l'art. 1e OPP 2)	Institution de prévoyance proposant différentes stratégies de placement en vertu de l'art. 1e OPP 2 et dont les assurés actifs n'ont pas la garantie de toucher un avoir de vieillesse ou une prestation de vieillesse déterminés.
Caisse ne comptant que des rentiers	Comme ces caisses n'ont plus d'assurés actifs, la primauté pour les prestations de vieillesse ne joue en pratique plus aucun rôle.
Autre	Parmi les autres formes, on trouve les plans de prévoyance avec prestations sous forme de rente ou de capital indépendantes du salaire et des cotisations, par ex. les plans prévoyant des montants fixes à l'âge de la retraite, ou les institutions de prévoyance qui octroient uniquement des rentes-pont AVS.

La répartition des prestations de libre passage des assurés actifs entre les différents systèmes à la date de référence est déterminante. Si plus de 80 % des prestations de libre passage (prestations de vieillesse) sont assurées en primauté des prestations, l'institution entre dans la catégorie « Primauté

des prestations », et inversement. Si les systèmes de primauté dépassent tous les deux 20 %, l'institution entre dans la catégorie « Forme mixte ».

Bases biométriques

Les bases biométriques se fondent pour l'essentiel sur les probabilités de décès des rentiers et, dans le système de la primauté des prestations, également sur les probabilités de devenir invalide ou de sortir du système. Le chiffre dans l'appellation de la table est celui de l'année de parution. La plupart des bases s'appuient sur une période d'observation de cinq ans; soit elles sont publiées sans provision pour renforcement, soit avec un ajustement depuis l'année de parution.

Tables périodiques ou tables de génération

Les tables périodiques sont établies sur la base des taux de mortalité observés; elles partent implicitement de l'hypothèse que l'espérance de vie n'augmentera plus. Les tables de génération, en revanche, s'appuient sur l'hypothèse d'une augmentation de l'espérance de vie.

Provision pour renforcement (tables périodiques)

Les provisions pour renforcement sont utilisées pour tenir compte de l'augmentation attendue de l'espérance de vie depuis la période d'observation ou l'année de parution de la table. Elles peuvent être exprimées en pourcentage des capitaux de prévoyance et/ou au moyen de procédures plus complexes (adaptation des probabilités de mortalité).

Taux d'intérêt technique (taux d'intérêt d'évaluation) appliqué au capital de prévoyance des rentiers et aux provisions techniques

Le taux d'intérêt technique sert à déterminer la valeur actualisée d'un versement futur. Si plus d'un taux d'intérêt technique est appliqué (par ex. courbe de taux), c'est la moyenne pondérée qui est indiquée.

Taux d'intérêt technique appliqué au capital de prévoyance des assurés actifs (primauté des prestations uniquement)

Dans le système de la primauté des prestations, un taux d'intérêt technique est également nécessaire pour calculer le capital de prévoyance des assurés actifs.

Nombre d'assurés actifs

Les assurés actifs sont tous les assurés vivants qui ne sont ni invalides ni à la retraite.

Nombre de rentiers

Le nombre de rentiers est le nombre de personnes qui perçoivent une rente de vieillesse, d'invalidité, de conjoint, de partenaire ou pour enfant. Les rentiers dont les rentes sont entièrement versées par un tiers (généralement une assurance) ne sont pas pris en compte dans la présente enquête.

Somme du bilan

La somme du bilan est indiquée conformément à la recommandation Swiss GAAP RPC 26, mais sans les passifs pour les rentiers provenant de contrats d'assurance (chiffres provisoires).

Réserves de cotisations d'employeur

Les réserves de cotisations d'employeur sont les fonds mis de côté par l'employeur pour être utilisés ultérieurement à titre de cotisations.

Réserves de cotisations d'employeur avec déclaration de renonciation

En vertu de l'art. 65e LPP, l'institution de prévoyance peut prévoir dans son règlement qu'en cas de découvert, l'employeur peut verser des contributions sur un compte séparé de réserves de cotisations d'employeur incluant une déclaration de renonciation à leur utilisation et qu'il peut également transférer sur ce compte des avoirs provenant des réserves ordinaires de cotisations d'employeur.

Capital de prévoyance des assurés actifs

Engagements en faveur des assurés actifs évalués annuellement selon des principes reconnus et en référence à des bases techniques prenant en compte les risques décès et invalidité, conformément à la recommandation Swiss GAAP RPC 26.

L'avoir de vieillesse LPP des assurés actifs au sens de l'art. 15 LPP (comptes témoins) constitue une partie de leur capital de prévoyance.

Capital de prévoyance des rentiers

Les principes applicables au capital de prévoyance des rentiers sont, conformément à la recommandation Swiss GAAP RPC 26, les mêmes que pour le capital de prévoyance des assurés actifs.

Provisions techniques

Les provisions techniques sont calculées ou tout au moins validées par l'expert en matière de prévoyance professionnelle en vertu du règlement de l'institution de prévoyance relatif aux provisions et conformément à la recommandation Swiss GAAP RPC 26. Lorsque les chiffres n'étaient pas encore disponibles au moment de l'enquête, les institutions de prévoyance ont procédé à une estimation au moyen d'une mise à jour comptable.

Taux de couverture

Le taux de couverture est calculé ainsi :

$$\frac{Fp \times 100}{Cp} = \text{taux de couverture en \%}$$

où Fp (fortune de prévoyance disponible) et Cp (capital de prévoyance nécessaire du point de vue actuariel) sont déterminés en vertu de l'art. 44, al. 1, OPP 2. En particulier, les réserves de cotisations d'employeur incluant une renonciation à leur utilisation ne sont pas déduites de la fortune de prévoyance disponible.

Taux de couverture (sans réserve de cotisations d'employeur incluant une renonciation à leur utilisation)

Si une institution de prévoyance dispose d'une réserve de cotisations d'employeur incluant une renonciation à son utilisation, le taux de couverture est calculé ainsi :

$$\frac{(Fp - RCEiR) \times 100}{Cp} = \text{taux de couverture en \%}$$

où Fp (fortune de prévoyance disponible) et Cp (capital de prévoyance nécessaire du point de vue actuariel) sont déterminés en vertu de l'art. 44, al. 1, OPP 2, et RCEiR désigne le montant de la réserve de cotisations d'employeur incluant une renonciation à son utilisation. Le taux de couverture calculé ainsi doit toujours être inférieur à celui visé par l'art. 44 OPP 2.

11.4 Liste des abréviations

al.	Alinéa
art.	Article
CFP 2000	Tables de mortalité de la Caisse fédérale de pensions CFP
CHS PP	Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle
CO	Code des obligations
Cp	Capital de prévoyance nécessaire du point de vue actuariel
CSEP	Chambre suisse des experts en caisses de pensions
Fp	Fortune de prévoyance disponible
IP	Institution de prévoyance
LFLP	Loi sur le libre passage
LPP	Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
LPP 2000/LPP 2005/LPP 2010/LPP 2015	Tables de mortalité LPP, publiées par Libera SA et Aon Suisse SA
OPP 2	Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité
RCEiR	Réserve de cotisations d'employeur incluant une renonciation à son utilisation
Swiss GAAP RPC 26	Présentation des comptes des institutions de prévoyance professionnelle
VZ 2005/VZ 2010/VZ 2015	Bases techniques communes aux caisses de droit public, publiées par la Caisse de pension de la Ville de Zurich

